

# L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

Les 27 et 28 novembre, l'Assemblée nationale doit discuter du projet de loi prévoyant la reconduction définitive de la législation adoptée en novembre 1974 pour cinq ans et qui autorisait les interruptions de grossesse au cours des dix premières semaines. D'ores et déjà, un certain nombre de manifestations publiques ont eu lieu à travers la France : un

courant s'est manifesté en faveur d'une extension du droit des femmes à l'avortement alors que certains groupes y restent farouchement opposés, quel qu'en soit le motif.

A la veille du débat, nous commençons la publication d'une série d'articles exposant la situation qui prévaut, en ce domaine, dans un certain nombre de pays du monde.

## I. — L'eugénisme de l'Extrême-Orient

### • EN CHINE : halte au deuxième enfant !

Pékin. — Le problème de l'avortement est exclusivement abordé en Chine dans l'optique de la limitation des naissances, et non sous son aspect moral. Les dirigeants chinois ont maintes fois répété que la propagande et l'action médicale dans ce domaine devaient mettre l'accent sur les méthodes préventives, pilules — y compris une pilule pour les hommes, actuellement au stade de l'expérimentation — et autres contraceptifs ainsi que stérilisations, féminine et masculine. Mais les exigences d'une politique démographique rigoureuse, qui vise à abaisser le taux de croissance de la population à moins de 1% dès cette année, a conduit à recommander énergiquement les interruptions de grossesse dans le cas des familles ayant déjà eu deux enfants.

Dans la province du Guandong, où le taux de natalité est supérieur à la moyenne nationale, une conférence réunie au mois de juillet dernier a même décidé de « persuader » les femmes enceintes déjà mères d'un enfant de renoncer à donner naissance au second.

Même s'il n'est qu'une solution de secours en cas d'échec des méthodes préventives, l'avortement est donc pratiqué en Chine à grande échelle. Les statistiques sont rares sur ce sujet, mais l'écrivain Han Suyin rapporte que, pour la seule année 1972, quatre-vingt mille interruptions de grossesse furent pratiquées dans l'agglomération de Shanghai, chiffre considérable si on le compare à celui des cent dix mille naissances enregistrées, la même année, pour la même ville.

La législation est également mal connue, mais la pratique apparaît à travers des témoignages concordants. La règle est que l'avortement

De notre correspondant

demande, dans les établissements hospitaliers et dispensaires, jusqu'au troisième mois de grossesse.

La coutume a tendance à se libéraliser en fonction des exigences de la politique démographique. Jusqu'en 1976 environ, la demande d'intervention devait être approuvée par l'unité où travaillait la femme, mais cette formalité a été supprimée.

Habituellement, les médecins n'interviennent qu'après avoir entendu les deux époux. Mais un film récemment diffusé et montrant une jeune femme décidant de se faire avorter contre l'avis de son mari indique que l'on s'oriente vers des procédures de plus en plus simples et expéditives.

#### Une morale rigoureuse

Encouragement supplémentaire, la femme qui vient de subir une interruption de grossesse bénéficie d'un congé de convalescence payé d'une semaine à quinze jours. Il en est de même en principe pour les femmes non mariées et qui se trouvent enceintes, accident d'autant plus courant, en dépit d'une morale encore rigoureuse, que les pilules contraceptives ne sont pas normalement accessibles aux jeunes filles. Dans ce genre de situation, l'interruption de grossesse n'entraîne pas de conséquences particulières, la première fois, pour l'intéressée. Mais celle-ci s'expose, en cas de récurrence, à des réprimandes sinon à des sanctions dans son unité de travail. Ce qui, joint à des considérations d'amour-propre, peut amener un certain nombre de jeunes femmes à se « débrouiller » toutes seules pour qu'aucun organisme officiel ne soit informé de leur situation.

d'avortement par aspiration sont le plus largement pratiquées. Dans les cas où une anesthésie se révèle nécessaire, les procédés d'acupuncture sont presque toujours utilisés.

Au-delà de ces considérations, il est indispensable de savoir que la réalité sociologique de l'avortement varie considérablement d'un milieu à l'autre. Les résistances auxquelles il se heurte se sont réduites dans les villes, comme en témoignent les chiffres cités à Shanghai. Pour des raisons culturelles, sociales, économiques, l'environnement psychologique urbain rend même possible l'exercice de pressions pouvant aller contre la volonté de la femme enceinte pour la faire renoncer à sa grossesse. Il en va très différemment dans les campagnes — et la Chine compte huit cents millions de paysans — où le nombre des enfants peut encore être un facteur de richesse et, en tout cas, faute d'un régime de retraite généralisé, une garantie de sécurité pour les parents dans leurs vieux jours. Quelles que soient les « libertés » et les facilités offertes, il peut être, dans ces conditions, très délicat de convaincre une femme encore jeune, mère de deux filles traditionnellement destinées à quitter la maison familiale le jour de leur mariage, de renoncer à un troisième enfant qui, si c'est un garçon, amènera un jour sa jeune épouse au foyer de ses parents.

L'une des méthodes de persuasion en voie de généralisation est strictement financière. Une allocation est accordée par l'Etat pour le premier enfant, comportant le versement d'une somme mensuelle pendant plusieurs années. L'ensemble des sommes versées doit être remboursé en cas de naissance d'un deuxième enfant. Une troisième naissance peut entraîner une réduction de salaire.

A2C2 Ap5 N° 293a



## ● AU JAPON : un moyen habituel de contraception

Tokyo. — L'avortement est légal au Japon depuis plus de trente ans. La « loi eugénique » de 1948 a, en effet, autorisé cette pratique d'une manière extrêmement large. Officiellement, il y a un avortement pour deux naissances, mais, en fait, beaucoup plus. Son système apparemment très libéral a cependant un revers : l'avortement est la principale méthode « contraceptive » pratiquée au Japon. Les moyens modernes, comme le stérilet, sont, en effet, peu répandus quand ils ne sont pas interdits, comme la pilule, sauf pour un traitement médical.

La « loi eugénique » de juillet 1948 fut d'abord inspirée par la nécessité de limiter la pression démographique galopante au lendemain de la guerre. La loi, qui insiste sur l'avortement et la stérilisation, mais ne mentionne que très sommairement la contraception, n'a jamais été modifiée depuis trente ans. La stérilisation, nécessaire pour protéger la société des maladies héréditaires graves, peut être rendue obligatoire par le médecin dans un grand nombre de cas. En ce qui concerne l'avortement, en plus des cas reconnus dans la plupart des pays (viol, maladie héréditaire, etc.), la loi japonaise autorise une interruption de grossesse au cours des vingt-quatre premières semaines « si l'on redoute que la santé de la mère puisse être affectée gravement pour des raisons physiques ou économiques ». Ces dispositions favorisent les interprétations les plus extensives, qui ne font pas l'objet de contrôles stricts.

La loi de 1948 a eu, sur le plan démographique, des conséquences radicales : entre 1947 et 1957, le taux de natalité est tombé de 34,3 à 17,2 pour mille. En 1978, il était de 14,91 pour mille. Au cours de la période 1970-1976, la moyenne annuelle du taux d'accroissement de la population a été de 1,3 %, chiffre supérieur au 0,6 % de l'Europe. Après une brutale diminution de la natalité dans les années qui ont suivi l'application de la loi, le taux de natalité semble s'être stabilisé, enregistrant néanmoins un léger fléchissement d'une année sur l'autre depuis le milieu de la décennie.

### Une pratique ancestrale

Dictée par les considérations sociales et économiques de l'après-guerre, la « loi eugénique » se situe aussi dans un contexte culturel. D'abord, elle n'a fait que légaliser une pratique couramment employée auparavant, en permettant d'éviter les conséquences graves de l'avortement clandestin. Pour renforcer la puissance du pays, les dirigeants, depuis le début de l'ère Meiji (1868), avaient vigoureusement encouragé la natalité : en 1930, le Japon comptait soixante-quatre millions d'habitants, soit 80 % de plus qu'en 1872. Mais, pour faire face à une grave détresse économique, beaucoup de Japonais n'en recouraient pas moins clandestinement à l'avortement. Cette pra-

De notre correspondant

sanctuaire shinto de Shojin dans un quartier populaire de Tokyo : c'est le « temple des bébés qu'on n'a pas voulu ». Tous les jours des dizaines de femmes viennent y prier en silence. Dans le cahier mis à la disposition des visiteurs, elles écrivent parfois leur confession : « Je portais en moi une jeune vie, mais c'était trop dur pour mon mari et moi. Je suis triste pour le bébé. » Ce que disent la plupart de ces messages, c'est que nombre de femmes auraient préféré ne pas se trouver devant cette alternative : ce qui pose en fait le problème de la contraception.

### Des méthodes rudimentaires

Au pays du docteur Ogino, 80 % des couples, dit-on au ministère de la santé, pratiquent la contraception. Sans doute, mais les moyens utilisés sont essentiellement les préservatifs et la méthode des températures. Cette dernière ayant abouti à un nombre élevé d'échecs, la majorité des couples pratiquant la contraception utilisent des préservatifs que vendent souvent à domicile d'anciennes sages-femmes ou que l'on trouve n'importe où dans des distributeurs automatiques. Selon une enquête du quotidien *Mainichi*, en 1977, 10 % des femmes avaient recours au stérilet et moins de 3 % utilisaient la pilule avec la complicité d'un médecin.

Comment s'explique cette situation dans un pays développé où les résistances religieuses sont nulles et qui est, en outre, d'une extrême perméabilité aux progrès scientifiques ? Il y a, d'abord, selon les médecins, l'ignorance des femmes. L'éducation à l'école reste limitée et l'information circule surtout de bouche à oreille. En général, ce sont les maris qui font l'éducation de leur femme. Celles-ci, malgré la prolifération de revues féminines, ont tendance

à continuer à dépendre de lui en ce domaine. Le second facteur, sans doute déterminant, est la politique délibérée des autorités de maintenir l'état actuel de la contraception. Bien que le stérilet ait été inventé au Japon vers 1930, il n'a été autorisé qu'après des années d'atermoiements. Actuellement, deux sociétés pharmaceutiques essaient d'obtenir l'autorisation de mettre en vente des stérilets au cuivre ayant un effet chimique. Leurs chances de réussir sont minces. Le comité consultatif des gynécologues auprès du ministère de la santé « n'en voit pas la nécessité », arguant des effets secondaires éventuels. Ce sont les mêmes arguments qui sont utilisés pour rejeter l'emploi de la pilule.

Sans discuter la valeur scientifique de ceux-ci, la position de l'Association des médecins (équivalent de l'ordre des médecins en France), institution si puissante que l'on dit qu'un ministre de la santé ne peut être nommé sans son consentement, n'en est pas moins ambiguë : les plus acharnés adversaires de l'introduction de la pilule sont les obstétriciens privés (treize mille, désignés par l'Association des médecins), qui gagnaient chaque année des sommes considérables grâce aux avortements ; telle cette clinique de Tokyo, qui dispose d'un revenu annuel de 75 millions de yens en pratiquant quatre à cinq avortements par jour. Beaucoup d'interventions ne sont pas déclarées, ce qui permet au médecin de frauder le fisc et concourt à fausser les statistiques sur l'avortement.

Les médecins reconnaissent que les Japonaises de moins de cinquante ans avortent, en moyenne, deux à trois fois au cours de leur vie génitale. Ces dernières années, on note un léger fléchissement dans le nombre des avortements, dû sans doute à un développement des méthodes contraceptives chez les jeunes femmes. La tendance est cependant très lente.

tique ne rencontre, en effet, aucune résistance d'ordre moral ou religieux. Ni le bouddhisme ni le shintoïsme (première religion du Japon) n'ont sur cette question de doctrine très nette.

Selon le ministère de la santé, plus de vingt-quatre millions d'avortements ont été recensés depuis 1948. Officiellement, en 1978, il y en a eu six cent cinquante mille pour un million huit cent mille naissances. En fait, pas un médecin n'est d'accord avec ces chiffres : le nombre des avortements étant, selon la plupart d'entre eux, deux à trois fois plus élevé : « Une naissance pour deux avortements donnerait une idée plus juste de la situation », nous dit un praticien.

Une des conséquences de la légalisation de l'avortement, souligne-t-on au ministère de la santé, « c'est que le Japon est sans doute l'un des pays où les techniques d'interruption de gros-

sesse sont les plus au point ». C'est une opération rapide et bien faite. Elle est en outre relativement peu onéreuse : entre 50 000 et 80 000 yens (soit entre 1 000 et 1 600 francs). Bien que légal, l'avortement n'est pas remboursé par la sécurité sociale (l'accouchement n'est d'ailleurs que partiellement pris en charge).

La loi ne prévoit aucune disposition particulière pour les mineures. Le médecin demande, en général, l'accord des parents, mais il n'y est pas obligé. En revanche, il tient à obtenir une lettre du mari autorisant l'avortement s'il s'agit d'une femme mariée. Les étrangères enfin peuvent avorter sans difficulté au Japon.

Libre, l'avortement n'en suscite pas moins un débat sur l'archipel. En témoignage, par exemple, les offrandes (bavoirs, bibérons, petits jouets et autres) qui sont déposées régulièrement au petit



## II. — Contradictions et revirements en Europe de l'Est

### En U.R.S.S. : des millions d'interruptions de grossesse chaque année

De notre correspondant

Moscou. — L'avortement a une longue histoire en U.R.S.S., mais une histoire peu connue car, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les statistiques relèvent encore du secret d'Etat et la réalité ne correspond pas à la version proposée officiellement.

L'avortement sous contrôle médical a été autorisé en 1955, deux ans après la mort de Staline qui, en 1936, était revenu sur une première loi de 1920 légalisant l'interruption de grossesse. Il est très difficile de connaître l'incidence de ces différentes législations sur la démographie, la population soviétique ayant subi des « ponctions » du fait de la repression stalinienne et des pertes dues à la guerre.

Officiellement, l'interruption de grossesse est possible au cours des douze premières semaines, après consultation d'un médecin, mais la décision finale revient à la femme. L'opération, qui a lieu dans un centre de consultation gynécologique, est gratuite pour les femmes qui travaillent et coûte 5 roubles (1) pour les autres. La méthode la plus employée est l'aspiration. Sauf complications, l'hospitalisation ne dépasse pas vingt-quatre heures. Au-delà des douze semaines, l'avortement n'est possible légalement que sur indication médicale.

Il n'y a pas de limite d'âge pour les avortements, les mineures de moins de dix-huit ans devant avoir l'autorisation de leurs parents, comme pour toute intervention chirurgicale. Les femmes étrangères peuvent subir en U.R.S.S. une interruption de grossesse contre paiement et à la suite de la demande expresse de leur ambassade.

Au moment des consultations, les médecins — tout en respectant la liberté des femmes — leur expliquent le caractère nocif de l'avortement, les incitant à garder leur enfant.

La contraception vaut mieux que l'avortement, telle est la thèse officielle. Au cours des consultations prénuptiales, organisées auprès des bureaux de mariage, on explique que l'Etat est intéressé par l'augmentation de la natalité et offre de nombreux avantages aux jeunes familles.

Selon Mme Kotchemasova, les femmes soviétiques préféreraient la contraception par moyen mécanique : il s'agit d'un stérilet en polyéthylène qu'elles pourraient se procurer sur ordonnance dans toutes les pharmacies

pour la modique somme de 30 kopecks (moins de 2 F). La contraception par voie orale serait déconseillée.

Tel est l'aspect officiel de la question. Ce que l'on peut en apprendre par des conversations avec les intéressées fait apparaître une réalité différente. Il semble bien, tout d'abord, que l'avortement reste en U.R.S.S. le principal moyen de régulation des naissances. Les chiffres que l'on entend sont impressionnants : deux avortements pour une naissance dans les grandes villes, ce qui ferait plusieurs millions d'avortements par an dans l'ensemble de l'U.R.S.S. Il n'est pas rare de rencontrer des femmes ayant subi deux ou trois avortements, voire six à dix.

Cette situation est la conséquence à la fois d'un manque d'éducation et de la pénurie de produits contraceptifs. Si le stérilet est, en effet, présenté comme la méthode « idéale » il est difficile d'en trouver, plus encore à la campagne qu'en ville. Les contraceptifs oraux sont produits en quantité insuffisante et de plus ils ne sont pas sûrs. L'approvisionnement en pilules hongroises — assez recherchées — n'est pas régulier. Les préservatifs masculins sont de mauvaise qualité.

D'autre part, les interruptions de grossesse ne sont pas toujours pratiquées dans les conditions décrites officiellement. La méthode par aspiration n'est employée que dans les meilleures cliniques. Dans les autres, l'hygiène et les soins médicaux laissent souvent à désirer. De plus, une interruption de grossesse dans un établissement spécialisé exige une longue attente et de nombreuses formalités avant l'admission. Aussi les femmes soviétiques ont-elles recours aux avortements « privés ». Il leur en coûtera jusqu'à 50 roubles plus quelques bouteilles de vodka ou de cognac. Si la patiente n'en court elle-même aucune poursuite, la personne ayant pratiqué l'interruption de grossesse risque jusqu'à douze ans de détention selon les suites de l'intervention sur la santé de la femme.

Officiellement on affirme que les avortements clandestins sont devenus exceptionnels depuis la libéralisation de 1955. En réalité, la situation paraît beaucoup plus tragique. — D. Vt.

(1) 1 rouble vaut, au cours officiel, 6,54 F.



## Trois démocraties populaires en quête d'enfants

De notre correspondante

Vienne. — La politique des pays de l'Est en matière de légalisation de l'avortement a connu en quelque trente ans d'étonnantes variations. Aucun Etat d'Europe orientale n'a pu éviter de spectaculaires revirements. Mais, contrairement à ce que l'on aurait tendance à croire, s'agissant de pays dominés par une idéologie commune, chacun d'eux a suivi cette évolution à sa manière. Les dispositions mises en vigueur, au fil des années, pour régler l'interruption légale de la grossesse dans trois de ces pays, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Roumanie, témoignent de ces particularismes.

Durant une décennie, de 1957 à 1966, la Roumanie a fait figure de « paradis » de l'avortement. Les conditions de l'avortement y étaient si expéditives que sa pratique se trouvait même à la portée des touristes étrangers. Le nombre des avortements légaux augmenta, d'année en année, pour atteindre, selon les estimations officielles, le chiffre vertigineux de 1 115 000 en 1965. Parallèlement, le taux de natalité qui était de 24,8 pour mille en 1955 tomba à 16,2 pour mille en 1963 et à 15,2 pour mille en 1965. Alarmées par cette situation, les autorités roumaines dont les ambitions démographiques ont été et sont encore très grandes (1), prirent des mesures radicales. On passa d'un extrême à l'autre : l'interruption de la grossesse fut interdite sauf cas très exceptionnels.

Cette politique, ajoutée au fait que les méthodes modernes de contraception n'étaient pas diffusées en Roumanie, eut, à l'époque, un résultat immédiat sur la natalité : « on taux grimpa à 27,4 pour mille en 1968. Mais depuis, il n'a cessé de suivre, à nouveau, une courbe descendante (19,4 pour mille en 1977). Les textes législatifs en vigueur depuis 1966 prévoient notamment que l'avortement n'est autorisé que lorsqu'une femme est âgée de plus de quarante-cinq ans ou qu'elle est déjà mère de quatre enfants ou que la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. A ces cas précis s'ajoutent des causes médico-sociales que les responsables de commissions médicales créées à cet effet ne retiennent que très rarement.

La loi prévoit, en outre, que l'intervention ne peut être effectuée que dans les trois premiers mois de la grossesse (sauf exception), qu'elle doit avoir lieu dans un service hospitalier et être inscrite dans un registre spécial. Il est prévu

qu'à sa sortie de l'hôpital, la femme reçoit un guide d'éducation sanitaire concernant la régulation des naissances. Formule qui sonne étrangement si l'on sait que les méthodes contraceptives modernes ne sont toujours pas diffusées aujourd'hui dans le pays.

### Un « marché noir » de la pilule

Pour toutes ces raisons, il est de notoriété publique que le marché noir de la pilule bat son plein en Roumanie. Et l'avortement clandestin a repris ses droits avec tous les dangers qu'impliquent ces pratiques pour la santé des femmes.

La politique menée par le gouvernement roumain en faveur de la protection maternelle et infantile et de la famille s'est considérablement développée durant ces trente dernières années. Mais ces efforts restent bien en-deçà de ceux que fournissent les autres pays de l'Est. Ce sont essentiellement les familles nombreuses qui sont privilégiées (prime à la naissance à partir du troisième enfant seulement, par exemple). Quant au congé payé de maternité, il est le plus bref d'Europe orientale (seize semaines au total).

La situation est radicalement différente en Allemagne de l'Est où la loi votée par la Chambre du peuple, le 9 mars 1972, après de nombreuses controverses et même un certain nombre de votes négatifs, prévoit qu'« au nom de l'égalité absolue des droits de la femme (...), celle-ci, outre les moyens anticonceptionnels existants, a le droit de décider sous sa seule responsabilité d'interrompre une grossesse ».

Cette loi fixe les règles suivantes : l'interruption d'une grossesse n'est admise que sur requête de la femme enceinte. Elle ne peut avoir lieu, sauf exception, que dans les douze premières semaines de la grossesse. Elle est refusée si moins de six mois se sont écoulés depuis la dernière interruption. L'intervention doit être effectuée dans un service hospitalier de gynécologie. Elle est gratuite ainsi que tous les soins qui y sont liés. De plus, la femme perçoit pendant toute la durée nécessaire à son complet rétablissement une allocation-maladie dont le montant correspond à environ 90 % de son salaire moyen.

La quasi-totalité des médecins respectent et appliquent cette loi. Les avortements clandestins auraient d'ailleurs pratiquement disparu ces dernières années. On assiste même, depuis trois ans, à une remontée de la courbe des naissances, qui avait fléchi jusqu'à 11,8 pour mille en 1972. Elle est remontée à 13,3 pour mille en 1977. L'ensemble des mesures destinées à « équilibrer » la vie de la femme sur le plan personnel, familial et professionnel qui ont accompagné la loi de 1972 — et qui ont encore été accentuées en 1976 — expliquent, en fin de compte, que le bilan de cette expérience soit, aujourd'hui, considéré comme largement positif.

Les moyens contraceptifs sont délivrés gratuitement en R.D.A. et sous contrôle médical (36 à 40 % des femmes est-allemandes âgées de dix-sept à quarante-neuf ans ont recours à la pilule), tandis que les centres de planification et de conseil familiaux ont été multipliés un peu partout dans le pays. Le congé payé de maternité est de vingt-six semaines pour une grossesse normale. Un congé d'un an supplémentaire payé au taux de l'allocation-maladie est accordé à toute mère qui, après la naissance d'un deuxième enfant, souhaite rester chez elle pour s'en occuper. Une « prime de naissance » assez importante est versée à toutes les mères. Enfin, le semaine de quarante heures (au lieu d'un peu plus de quarante-trois heures) est accordée sans réduction de salaire à toutes celles qui ont deux enfants de moins de seize ans.

### Aide à la famille et contraception

La Hongrie, après avoir pratiqué jusqu'en 1956 une politique restrictive à l'égard de l'avortement légal, édicta à cette date deux ordonnances étendant les indications de l'interruption de grossesse aux raisons d'ordre « purement social ». Jusque-là, les motifs acceptés étaient d'ordre médico-social et eugénique. Après 1956, les femmes désirant avorter devaient passer devant une commission d'experts, mais c'étaient elles qui décidaient en dernier ressort. Le taux de natalité qui, en 1954, avait atteint son niveau le plus élevé (23 pour mille) tomba cinq ans plus tard à 15 pour mille, niveau auquel il stagna jusqu'en 1973, le

creux de la vague se situant en 1962 avec 12,9 pour mille. Dès l'année qui suivit la promulgation de la loi de 1956, le nombre des avortements légaux dépassa les cent mille et franchit, en 1969, le cap des deux cent mille, atteignant le taux de 20 pour mille alors que celui des naissances n'avait été, cette année-là, que de 15 pour mille.

Impuissantes à redresser la barre malgré leurs efforts d'aide à la famille (en 1967, faisant œuvre pionnière, la Hongrie instaura le système du « salaire de la mère au foyer » pour élever un enfant jusqu'à trois ans), les autorités hongroises promulguèrent le 1<sup>er</sup> janvier 1974 une nouvelle loi plus restrictive donnant désormais à une commission d'experts « et non plus à la femme le pouvoir de décision. Depuis lors, l'avortement est autorisé dans la douze premières semaines de la grossesse pour raisons médicales, si la femme enceinte est âgée de moins de dix-huit ans ; si elle est célibataire, divorcée ou séparée du père de l'enfant ; si la grossesse est le fruit d'un viol ; si la mère a eu trois enfants ; si elle est âgée de plus de quarante ans et si les conditions sociales des parents ne leur permettent pas d'élever l'enfant. L'intervention doit avoir lieu dans un service hospitalier, être inscrite dans un registre et n'est pas gratuite (elle coûte environ le tiers du salaire moyen national), sauf dérogations accordées par la commission.

Parallèlement à l'introduction de cette nouvelle loi qui donna lieu à un mouvement de protestation à l'université de Budapest, le gouvernement hongrois renforça sa politique d'aide aux mères et décida de développer l'usage des contraceptifs oraux. Ceux-ci sont délivrés sur ordonnance médicale, y compris aux mineures de seize ans, pour un prix assez modique. A l'heure actuelle, on estime que 12 % des femmes hongroises en âge de procréer — 30 % à Budapest — utilisent la pilule. L'ensemble de ces mesures, si elles n'ont pas permis de supprimer l'avortement clandestin, ont eu, néanmoins, un effet positif sur le taux de natalité, qui est remonté en 1978 à un peu plus de 17 pour mille.

ANITA RIND.

(1) Les dirigeants roumains se sont fixés comme objectif d'atteindre 25 millions d'habitants en 1990 et 30 millions en l'an 2000. La Roumanie compte actuellement un peu plus de 21,5 millions d'habitants.



## LE DÉBAT EN FRANCE

### UNE INTERVIEW DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A «LA CROIX»

- La loi sur l'I.V.G. n'a qu'un objectif social
- Il faut développer une politique plus active de l'adoption

Le journal «la Croix», daté 25-26 novembre, publie un entretien que lui a accordé le président de la République à propos de la politique familiale de la législature sur l'interruption volontaire, de grossesse et du racisme.

A la question : « La législation de l'I.V.G. considérée comme un droit ne crée-t-elle pas un climat défavorable à la famille et aux valeurs qu'elle représente ? », M. Valéry Giscard d'Estaing répond par trois remarques. Après avoir fait observer que certains aménagements à tort « qu'il s'agit d'encourager la pratique de l'avortement », alors que la loi « fixe les responsabilités de chacun et (...) impose une protection médicale », et après avoir souligné que l'objectif de la loi est social et non de plus, le

choix d'un certain nombre de femmes au moment où elles envisagent d'interrompre leur grossesse.

« Il ne s'agit pas d'avoir à choisir entre la vie et la mort, mais d'être capable de faire face à d'authentiques situations de détresse et d'offrir aux mères un recours sous forme par exemple d'une chance d'adoption si elles ne se sentent pas à même d'assumer le sort de l'enfant qu'elles attendent. »

#### La famille idéale : celle d'au moins trois enfants

« La priorité reconnue depuis quatre ans aux familles au sein des transferts sociaux sera maintenue à l'avenir, et je peux assurer que les résultats positifs qui seront obtenus dans le recouvrement

politique familiale vont être une politique « globale », c'est-à-dire tenant compte des besoins et des aspirations des familles dans tous les domaines : prestations, éducation, logement, emploi, santé, consommation. »

M. Giscard d'Estaing souligne ensuite l'effort spécial consenti en faveur du troisième enfant, et précise :

« Mon objectif est que les familles de trois enfants soient convaincues non seulement qu'elles ont leur place dans la société, mais que leur rôle y est essentiel pour notre avenir. »

« Je suis persuadé que la famille d'au moins trois enfants, nécessaire à l'équilibre et au dynamisme de notre population, pourrait être pour un plus grand nombre de foyers la famille idéale, c'est-à-dire celle du bonheur durable et partagé. »

de l'antisémitisme ? », M. Giscard d'Estaing a répondu :

« Le racisme n'a jamais été virulent en France, si douloureuses que soient les exceptions qui viennent à l'esprit. Cela tient au tempérament des Français, mais aussi aux relations historiques que la France a nouées avec l'Afrique, l'Asie et l'ensemble du tiers-monde et enfin à l'absence sur le territoire national de situation d'affrontement entre communautés. »

« Il faut défendre en permanence l'esprit de tolérance. J'estime qu'il doit être enseigné dès l'école, et je souhaite qu'il soit prôné par tous ceux qui ont une influence sur l'opinion. »

« J'ajoute que, en cette fin de siècle où le monde est condamné à être solidaire, une connaissance plus approfondie des civilisations étrangères, y compris

### Le cardinal Etchegaray : tout se tient dans le combat pour l'homme

Le cardinal Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de France, consacre l'éditorial de sa revue diocésaine, « Eglise aujour-d'hui à Marseille », qui sera publiée le 25 novembre, au prochain débat parlementaire sur l'avortement. En voici quelques extraits :

« Concéder que l'avortement est simplement un échec, c'est évacuer toute notion de responsabilité. Il ne faut pas mâcher les mots : tout avortement est un acte de mort, la suppression d'un être humain sujet de droits dès sa conception. On ne le répètera jamais assez, surtout quand tout conspire à camoufler, à escamoter ce geste sous le vocable aseptisé d'I.V.G. C'est seulement dans une telle clarté que l'on peut aborder et résoudre vraiment certaines situations dramatiques où se débattent des couples, des femmes seules, (...) »

« Ceux qui ont une responsabilité législative ne peuvent, sous prétexte de respect du pluralisme, se refuser de faire la distinction légitime entre le légal et le moral, comme s'il n'y avait aucun lien

ques années, nous constatons une sorte d'empressement à se plier à la suprématie du vécu et à la tyrannie de l'opinion, à s'ajuster sur le plus petit dénominateur commun, voire sur la décadence des mœurs. De ce fait, en légalisant des conduites humaines que favorisent des périodes de dépression ou de dérive, la loi leur donne aux yeux du citoyen une sorte de caution : tout ce qui est légal devient normal et même moral. (...) »

« Il y a peu de temps, aucun Etat du monde ne songeait à décriminaliser l'avortement. Soudain, comme par contagion, un peu partout l'édifice juridique s'écroule dans un climat de passivité, de « gâchis légal » et parfois de remords. Car déjà des pays commencent à faire l'amère expérience que l'avortement libéralisé soulève plus de problèmes qu'il n'en résout, et que l'avortement légalisé n'est pas le remède au fléau des avortements clandestins. Saura-t-on le reconnaître aussi dans notre pays ? (...) »

« Une société qui admet l'avor-



## AUX ASSISES DU HAUT-RHIN

### Un cambrioleur meurtrier est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Colmar. — La cour d'assises du Haut-Rhin, présidée par M. Chrétien Henni, a condamné, vendredi 23 novembre, à la réclusion criminelle à perpétuité, Olivier Recolet, vingt-neuf ans, pour avoir tué de deux coups de poignard, dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, un habitant de Bantzenheim (Haut-Rhin), M. Gilles Lagadec. Avec un complice — André Meyer, vingt-trois ans, condamné à douze ans de réclusion criminelle. — Recolet avait tenté de cambrioler le domicile de M. Lagadec. Celui-ci avait rattrapé Olivier Recolet, qui l'avait frappé pour se dégager.

L'avocat général, M. Jacques Pottecher, avait requis contre les accusés une peine de réclusion criminelle à perpétuité et une peine de quinze ans d'emprisonnement.

C'était la maison du bonheur. M. et Mme Lagadec s'étaient mariés en 1970. Deux ans plus tard, ils avaient acheté ce bout de terrain, à l'entrée du village de Bantzenheim, sur lequel avait été bâti un petit pavillon. Un enfant allait naître. « Il est bon que les accusés sachent que les Lagadec s'entendaient bien. » Défenseur de la partie civile, M. Henri Garraud, avocat de l'association Légitime défense, n'a eu aucun mal à faire apparaître le drame de « la veuve et l'orphelin », « de cette famille qui avait dit oui à la sécurité ».

Les jurés de la cour d'assises du Haut-Rhin ne pouvaient qu'être émus à l'évocation de la mémoire de M. Gilles Lagadec, âgé de trente-deux ans, mécanicien-essayeur aux usines Peugeot, qui, pour payer sa maison, peignait à la tâche, au point de ne plus dormir, parfois, que deux ou trois heures par nuit. Son seul tort, comme l'a expliqué M. Jacques Pottecher, était de « ne pas avoir pensé à ce climat d'insécurité et de violence ».

Dans la nuit du 7 au 8 juillet 1978, vers 1 h. 30, les époux Lagadec avaient été réveillés par la présence dans leur maison de deux cambrioleurs. Parce qu'ils étaient décidés, comme de nombreux Français, à ne plus se laisser faire, ils s'étaient engagés à la poursuite des ombres qui s'enfuyaient dans la rue. « Attrape-les ! », avait crié Mme Lagadec. Courageux, son mari s'était précipité, pieds nus et vêtu simplement de ses sous-vêtements, sur l'un des deux hommes, Olivier Recolet. Un corps à corps bref, puis Mme Lagadec avait vu son époux s'effondrer sur le sol, blessé de deux coups de poignard dans l'abdomen. Il devait

mourir durant son transport à l'hôpital. Les deux cambrioleurs, Olivier Recolet et André Meyer, avaient pris la fuite.

Deux ans plus tôt, ce procès aurait, sans doute, été plus mouvementé. L'association Légitime défense se serait taillée, par la voix forte de M. Garraud, une tribune publique pour exposer ses thèses sur la criminalité et la justice. Le sort des victimes de la délinquance, la légitimité de la « révolte des braves gens », comme l'a dit lui-même l'avocat, auraient été longuement évoqués — on aurait expliqué que M. Gilles Lagadec aurait dû se munir d'une arme et refuser le corps à corps avec son cambrioleur. Tuer à distance en faisant justice lui-même,

#### De notre envoyé spécial

la salle, des adhérents de l'association, des habitants de la région venus apporter leur soutien à Mme Lagadec, jeune femme de trente ans au visage fermé par l'émotion, expliquaient que le recours à la justice pour une telle affaire devenait peu à peu secondaire. Le débat, manifestement, était ailleurs. On plaignait M. Lagadec, mais on le critiquait aussi, à titre posthume, pour ne pas avoir trouvé les moyens de se débarrasser de ses agresseurs tout en restant en vie. Les témoins de la partie civile, M. Garraud, le président lui-même, semblaient avoir à cœur de mettre en évidence « le risque » que tout délinquant prenait désormais à pénétrer « sur la parcelle de territoire des honnêtes gens ». « Ne croyez-vous pas », a demandé M. Henni à Olivier Recolet, que les propriétaires ont le droit d'appréhender leurs agresseurs ».

#### L'autodéfense

Dans ces conditions, ce procès a fait peu de place aux deux accusés. Bien sûr, on les a longuement écoutés dans la salle et parmi les jurés, mais avec une certaine indifférence. Deux interprétations de la justice étaient en présence qui ne se rejoignaient plus. Olivier Recolet et André Meyer sont restés jusqu'au terme des débats, selon l'expression de l'avocat général, « deux truands » qui s'étaient munis de poignards et qui s'exposaient ainsi au risque de devenir des criminels. Le récit de leur vie n'a ni ému ni forcé l'attention. Les deux jeunes gens ont pourtant une histoire très significative : les familles nombreuses et démunies, les apprentissages difficiles, des pères brutaux, des placements en foyer, des fugues, et, très vite, une avalanche de condamnations pour vols de voiture et cambriolages. Deux destins de jeunes délinquants solidaires. Ensemble, Recolet, le Parisien, et Meyer, l'Alsacien, qui s'étaient connus sur la Côte d'Azur, avaient repris la route du Nord, de vols de voitures en cambriolages. Expérimentés, ils ne visitaient que les maisons habitées, « parce qu'on est sûr d'y trouver de l'argent ». Seul le hasard d'une route départementale les avait conduits à Bantzenheim.

Comme si l'autodéfense était déjà passée du stade des aspirations à celui de la réalité. Dans

## LE GARDE DES SCEAUX ET L'AFFAIRE DES TERRAINS DE RAMATUELLE

M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Bellort, s'étonne, dans une question écrite au garde des sceaux, rendue publique vendredi 23 novembre, que M. Alain Peyrefitte n'ait pas été entendu par le procureur de la République, M. Christian Le Guenec, à l'occasion de l'enquête préliminaire sur la divulgation du secret de l'instruction dans l'affaire du terrain de Ramatuelle, alors que le ministre a été « directement mis en cause par Robert Boulin ». M. Forni demande « si cette lacune n'est pas susceptible de porter atteinte à la conclusion de l'enquête dite « préliminaire », annoncée par M. Le Guenec, et si le caractère incomplet de la procédure suivie n'est pas de nature à discréditer une telle procédure ».

Rappelons que M. Le Guenec a conclu qu'aucune des personnes tenues au secret de l'instruction ne l'avait violé.

## Après la fermeture de la clinique La Pergola

### SIX MÉDECINS ONT ÉTÉ ÉCROUÉS

Poursuivant son information sur les avortements illégaux pratiqués à la clinique La Pergola, à Paris (le Monde des 2, 3 et 24 novembre), M. Guy Joly, juge d'instruction, a fait écrouer, le 23 novembre, le docteur Aziza Benkirane, âgée de trente-cinq ans, anesthésiste, à laquelle on reproche d'avoir laissé se poursuivre des pratiques dont elle avait connaissance, et le docteur Guy Freudenberg, âgé de quarante-trois ans, généraliste, qui aurait, pour sa part, adressé de nombreuses clientes à la clinique. Les inculpés ont choisi respectivement pour défenseurs M<sup>rs</sup> Pierre Fayon et Pierre Naudet.

Ces deux nouvelles inculpations portent à six le nombre total des personnes écrouées après la fermeture de la clinique. En effet, les docteurs André Guilloux, gynécologue, Marie-Odile Wagnier, anesthésiste, Aimé Marchand, P.-D.G. de la société exploitant l'établissement, et Jacques Mazeyrat, avaient précédemment fait l'objet d'une mesure identique.

● Pour fraude fiscale et tenue irrégulière de la comptabilité, Mme Louise Baume, née Bachelot, assistée de M<sup>rs</sup> Michel Normand, a été condamnée le 23 novembre à six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 francs d'amende par la onzième chambre correctionnelle de Paris. Pour les exercices 1972, 1973 et 1974, la Société européenne d'édition et de composition, dont elle était gérante, n'avait pas de déclarations concernant les impôts sur les sociétés et avait fait des déclarations hors délais pour la T.V.A. Une grande négligence avait régné, au surplus, dans la tenue des comptes.



# MÉDECINE

DU 26 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE

## L'« Appel Guérir » de la Fondation pour la recherche médicale

A partir du 26 novembre et jusqu'au 2 décembre, la Fondation pour la recherche médicale lancera un appel exceptionnel destiné à recueillir des fonds pour la recherche biomédicale. Exceptionnelle, cette action le sera par son ampleur : au total 31,5 millions de cartes de cet « Appel Guérir » que les pouvoirs publics ont reconnu comme une « grande cause nationale » seront diffusées dans toute la France par les réseaux les plus divers.

Les P.T.T. en adresseront 18 millions directement dans les foyers, 2 millions de ces cartes seront proposées dans les treize mille bureaux de poste ; les dix-huit mille pharmaciens d'officine en distribueront de leur côté 5 millions ; les points de vente du Loto et de la Loterie nationale, 6,5 millions. Se joindront à cet effort les quatre mille sept cents fleuristes Interflora, les trente mille diffuseurs de presse et d'édition, et la Fondation pour la recherche médicale organisera de son côté cinquante-six mille points de vente.

Les personnes ainsi touchées et qui voudront participer à cet effort seront invitées à renvoyer l'une de ces cartes, assortie de 20 F au moins, à la fondation (1) qui répartira ensuite les fonds.

Ces cartes représentent le bulletin de commande d'une brochure rédigée par les plus grands noms de la médecine française et qui sera adressée à tous ceux qui auront versé la somme de 20 F. Ces fonds seront entièrement destinés à la recherche, et

les donateurs seront informés de leur utilisation.

Dans le premier numéro de cette brochure, qui deviendra trimestrielle, le professeur Jean Bernard rappelle que des efforts particuliers sont déployés dans quatre domaines où la maladie frappe particulièrement les populations des zones industrielles. « Nous ne guérissons, écrit-il, qu'un tiers des cancers, les maladies cardio-vasculaires restent les premières causes de mortalité, les anomalies congénitales et héréditaires restent souvent mystérieuses et inaccessibles à nos efforts, de même que de nombreuses maladies mentales. »

La revue traite aussi, sous la plume d'éminents spécialistes, de chaque discipline des principaux chapitres de la pathologie. Le professeur Paul Milliez écrit notamment que « la Fondation pour la recherche médicale représente un grand avantage : elle constitue le ballon d'oxygène que l'Etat ne peut pas insuffler dans les moments difficiles ou devant des dépenses inattendues. »

C'est M. Yves Montand qui présentera, sur les chaînes de télévision et aux radios, l'« Appel Guérir » auquel il a prêté son concours. « J'ai été frappé, déclare le comédien dans le même numéro de la revue, par l'importance qu'il y avait à sensibiliser chacun d'entre nous à ces efforts immenses entrepris par beaucoup de femmes et d'hommes souvent inconnus dans leurs laboratoires. »

(1) Fondation pour la recherche médicale, Cedex 834, 75310 Paris Brune.

## Aux États-Unis

### Un substitut de sang transporteur d'oxygène a été expérimenté pour la première fois sur un patient

Un nouveau substitut artificiel du sang a été utilisé pour la première fois aux États-Unis à l'hôpital de l'université de Minnesota, à Minneapolis, chez un patient âgé de soixante-sept ans, atteint d'une anémie sévère, a reçu plus de deux litres de cette préparation ; il avait refusé, en raison de ses croyances, toute transfusion sanguine. La Food and Drug Administration américaine a donné aux médecins l'autorisation d'utiliser cette substance expérimentale.

Ce produit, appelé Fluocol-DA, a été mis au point à Osaka, au Japon, par la firme Green Cross Corp., et a déjà été utilisé avec succès chez quarante-sept Japonais.

Le Fluocol-DA est un perfluorocarbonate (molécules d'hydrocarbure où l'on a remplacé les atomes d'hydrogène par des atomes de fluor). Il est capable de transporter l'oxygène du poumon vers l'organisme, mais il ne remplace

pas les autres fonctions du sang (coagulation, défense immunitaire, etc.), et pose encore des problèmes de toxicité rénale et hépatique. Son utilisation pourrait cependant être utile, en particulier lors de catastrophes naturelles ou de conflits militaires lorsque les besoins en sang se font brutalement très importants. Elle est néanmoins limitée, car l'action de transporteur d'oxygène exercée est très temporaire.

En France, les recherches en ce domaine ne sont pas développées actuellement par le Centre national de transfusion sanguine. En effet, nous a indiqué le professeur Jean Reviron (hôpital Saint-Louis), la collecte des globules rouges est suffisante dans notre pays : environ 4 millions d'unités de 300 centimètres cubes en moyenne par an. En revanche, les besoins en plasma et ses dérivés, en globules blancs et en plaquettes dont la conservation est courte, sont actuellement parfois supérieurs à l'offre.

## Les membres du Syndicat de la magistrature étudient le rôle du juge « face à la dégradation de la démocratie »

Le Syndicat de la magistrature réunit son douzième congrès depuis le vendredi 23 novembre, au Palais de justice de Paris. En l'absence de préoccupations électorales internes — le conseil syndical a été élu l'an dernier pour deux ans — ce congrès est une assemblée de réflexion sur : « Le juge et la démocratie ». Après les atteintes aux libertés constatées par les membres du S.M. dans la justice quotidienne et dans les poursuites contre des magistrats, le projet de réforme de leur statut ou les affaires judiciaires liées aux incidents de Saint-Lazare du 23 mars et aux extraditions, le S.M. voudrait définir « le rôle du juge face à la dégradation progressive de la démocratie ».

C'est l'actualité judiciaire qui a conduit les magistrats du S.M. à choisir pour thème de leur congrès « Le juge et la démocratie ». « Nous avons donc dû différer une fois encore la discussion sur la répression, que beaucoup d'entre nous souhaitent voir étudier », a indiqué M. Dominique Coujard, le président du Syndicat. « Mais depuis l'affaire du 23 mars, a-t-il ajouté, nous avons assisté à une nette politisation du judiciaire, et une justice aussi délibérément au service de l'Etat ne peut qu'entraîner le déclin de ses principes traditionnels. »

### LES SUITES DE LA « BAVURE » POLICIÈRE D'ORLÉANS

Blessé le 9 novembre à Orléans (Loiret) par un gardien de la paix (le Monde des 13 et 14 novembre), M. Claude François, vingt ans, a quitté l'hôpital Laennec, à Paris, où il a subi deux interventions. Toutefois, les médecins n'étant pas parvenus à extraire la balle de 9 mm logée dans la base de son cou, M. François devra être opéré à nouveau.

Vicime d'une grave méprise — l'ordinateur des voitures volées du ministère de l'Intérieur n'étant pas à jour, son véhicule y figurait encore, ce qui devait entraîner son arrestation. — M. François dément formellement la version des faits donnée par le policier. M. Jean-Claude Caillaux, qui a été inculpé depuis pour « blessure involontaire ». « J'ai vu un homme en civil courir le long de ma voiture, a-t-il raconté. Parvenu à deux mètres du capot, il m'a mis en joue, jambes fléchies, buste en avant, bras tendus, et tenant son arme à deux mains, comme on le voit faire dans les films. (...) Il a tiré pour tuer, volontairement. »

Rappelons que M. Caillaux, pour sa part, a déclaré que le coup de feu était parti accidentellement alors qu'il armait son revolver. — (Corresp.)

Ce déclin semble se « légaliser » avec l'émergence de principes nouveaux, telles les notions de flagrant délit permanent, de légitime défense permanente — cette dernière évoquée par le procureur de la République de Paris le jour de la mort de M. M. — et de crime odieux qui a entraîné les extraditions de MM. Piperno et Pace.

Cette évolution s'explique par le fait que l'idée de sécurité, qui envahit tout, bloque la réflexion sur les libertés en France, « et devient une sorte de concept juridique » contre lequel les magistrats du Syndicat veulent définir une stratégie. « Où en est le juge dans cette démocratie qui veut être la France », mais aussi « où en est la démocratie dans ce pays ? Pour étudier ces questions trois commissions sont réunies : La mainmise de l'exécutif sur le judiciaire ; « L'état des libertés » ; « La dégradation des droits dans la justice quotidienne. »

La première commission doit, notamment, faire le point sur les poursuites disciplinaires engagées contre MM. Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie, et Philippe Llorca, juge des enfants à Verdun.

A propos des atteintes aux libertés, M. Coujard a déclaré : « Il semble que le contrôle de la chambre d'accusation et des flagrants délits ne suffise plus au pouvoir. Après cette dégradation de l'état de droit à travers les textes et leur utilisation, va-t-on publiquement mettre en cause une magistrature aux ordres ? »

Les membres du Syndicat, a conclu M. Coujard, refusent de devenir « des magistrats à la mesure, des magistrats qui craindront par le bâton — les poursuites disciplinaires — (qui) avanceront par la carotte — les promotions —, les magistrats qui seront choisis ». Ils souhaitent « être les révélateurs de la réalité quotidienne » et montrer les voies de la lutte contre la dépossession des libertés. Jo. S.



# ÉDUCATION

Les suites de l'affaire. Ciosi

## LE CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ DE NICE REFUSE A NOUVEAU LES STATUTS DE L'U.E.R. D'ODONTOLOGIE

Nice. — Le conseil de l'université de Nice a refusé une nouvelle fois — la quatrième. — jeudi 23 novembre, d'adopter les statuts définitifs de l'U.E.R. d'odontologie dont le doyen, M. Pierre Ciosi, a été récemment inculpé de fraude dans les examens et concours publics (le Monde du 14 novembre). La majorité des deux tiers était requise. Sur 53 votants, il y a eu 29 voix pour, 20 contre et 4 bulletins blancs ou nuls. Les résultats de ce scrutin ne peuvent être interprétés que comme un signe de défiance des responsables de l'université nicoise à l'égard de M. Ciosi.

Réuni en conseil restreint le vendredi 23 novembre, le conseil de l'université a décidé à l'unanimité de donner mandat à son président, M. Marcel Azzaro, pour qu'il prie le recteur de saisir la commission de discipline nationale du cas du doyen de l'U.E.R. d'odontologie.

Le refus d'adopter les statuts de l'U.E.R. d'odontologie n'a cependant aucune conséquence budgétaire pour celle-ci.

Dans une lettre qu'ils ont adressée récemment au ministre des universités et au président de la République, les trente-six chirurgiens-dentistes des Alpes-Maritimes qui ont porté plainte contre M. Ciosi demandent la suspension immédiate « de toutes ses fonctions et prérogatives » de doyen de l'U.E.R. d'odontologie.

G. P.

## Les cours devraient reprendre le lundi 26 novembre au collège de Vélizy partiellement détruit par le feu

Un incendie a partiellement détruit, le vendredi matin 23 novembre, le collège Saint-Exupéry à Vélizy-Villacoublay (Yvelines). Le feu, qui avait pris entre 8 h. 15 et 8 h. 30 dans un local renfermant des poubelles, a été éteint par les pompiers vers 9 heures. Les élèves avaient été évacués en moins de trois minutes. Il n'y a eu aucun blessé.

L'incendie ne semble pas dû à un acte criminel, mais bien à l'imprudence d'un élève qui aurait jeté un mégot de cigarette mal éteint dans le local réservé aux poubelles. Deux ans jour pour jour après le violent sinistre qui ravagea le collège de La Celle-Saint-Cloud, lui aussi de type Bender, l'incendie du collège de Vélizy pouvait apparaître comme suspect. Les premiers résultats de l'enquête de police, gênée, il est vrai, par les tonnes d'eau déversées par les pompiers, semblent néanmoins exclure tout acte de malveillance.

Le sinistre, assez violent à l'origine, s'est propagé lentement dans les deux étages de l'établissement. Selon les pompiers, le feu a été freiné par les couches de laine de roche installées dans les faux plafonds, lorsque furent effectués dans l'établissement les travaux de sécurité ordonnés après la tragédie du C.E.S. Pailleron. Les protections en fibre minérale ont non seulement limité l'ardeur des flammes, mais elles ont aussi protégé l'ossature métallique du bâtiment modulaire.

Le collège Saint-Exupéry a finalement subi des dégâts assez peu importants.

Le collège de Vélizy est un établissement de douze cents places, mais il n'accueillait pas plus de sept cent cinquante élèves depuis la dernière rentrée scolaire. « La presque totalité des élèves étaient en classe lorsque le feu s'est déclaré. L'évacuation s'est effectuée sans aucune panique en deux minutes à peine, explique M. Ro-

bert Wagner, député R.P.R. des Yvelines et maire de Vélizy. Un exercice de sécurité avait été fait la semaine dernière par les élèves.

Renvoyés dans leurs familles aussitôt après le sinistre, les élèves pourront, selon la mairie, reprendre les cours dès le lundi 26 novembre à 14 heures dans l'établissement remis en état. Les cours seront assurés dans la partie non touchée par le feu. La commission départementale de sécurité se rendra sur place lundi matin.

Construit en 1965 sur le plateau de Vélizy pour faire face à l'urbanisation, le collège Saint-Exupéry devait être réformé et démoli à la fin de l'actuelle année scolaire. « Ces établissements étaient prévus à l'origine pour servir dix à douze ans, a expliqué vendredi M. Wagner devant ses collègues du conseil général des Yvelines. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé il y a environ cinq ans la construction d'un nouveau collège. L'année dernière encore, les services du ministère de l'éducation avaient refusé de m'entendre. » Souhaitant impérativement abriter les élèves dans un établissement plus sûr, la municipalité avait alors décidé de construire un collège « en dur » et de financer plus de 80 % les 20 millions de francs de la construction. La subvention exceptionnelle de l'Etat ne couvrira même pas la T.V.A. que la ville devra payer. Le nouveau collège sort actuellement de terre à proximité de l'actuel établissement.

DAMIEN RÉGIS.

Sur l'initiative des syndicats

## DES ASSISES NATIONALES DES LANGUES VIVANTES A PARIS

Des assises nationales des langues vivantes auront lieu à Paris les samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 décembre à l'appel des organisations suivantes : l'Association des professeurs de langues vivantes, l'Association pour le développement de l'enseignement de l'allemand en France, la Société des professeurs de russe, quatre syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (des enseignements de second degré, de l'enseignement supérieur, des professeurs d'école normale, et de l'enseignement technique), le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.), le Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (C.G.T.), le Syndicat national des collèges (indépendant).

Les travaux auront lieu à l'annexe de la Bourse du travail de Paris (salle Eugène-Hénaff), 29, boulevard du Temple.



# L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

## III. — Les pays anglo-saxons à la recherche d'une nouvelle pratique

### EN GRANDE-BRETAGNE : vers un retour en arrière ?

De notre correspondant

Londres. — A l'avant-garde, dès l'origine, du mouvement européen pour la libéralisation de l'avortement, la Grande-Bretagne va-t-elle faire machine arrière et remettre en question la loi de 1967, considérée comme l'une des législations les plus libérales du monde ? Par comparaison avec les mesures répressives alors en vigueur dans les pays de l'Europe occidentale, la loi britannique faisait, en effet, figure de modèle. Dans ses dispositions essentielles, elle permet en effet l'interruption de grossesse jusqu'à la vingthuitième semaine, moyennant l'autorisation écrite de deux médecins. L'avortement, précisait le texte, devait être considéré comme légal si la poursuite de la grossesse constituait un risque vital pour la femme ou « une atteinte à sa santé physique ou mentale » ou « à celle des autres enfants de la famille » ou encore « s'il existait un risque important que l'enfant à naître soit frappé d'une anomalie... »

Les personnalités et groupements qui s'étaient opposés avec force à la loi n'ont jamais abandonné la bataille, renforcés dans leur détermination par l'inquiétude du public devant le nombre des avortements pratiqués en Grande-Bretagne et l'organisation d'un trafic très lucratif assuré par un réseau de démarcheurs et de rabatteurs.

Au cours des dernières années, plusieurs amendements à la loi avaient été déposés au Parlement, mais sans résultat. Le 13 juillet dernier, cependant, les Communes votaient à une large majorité (242 voix contre 98) un texte restrictif portant essentiellement sur le délai légal de l'interruption de grossesse. Soutenu par la majorité de ses collègues conservateurs et Mme Thatcher en particulier, le député John Corrie demandait que ce délai soit

réduit à vingt semaines. Sous la pression du ministère de la santé, il a accepté de pousser cette limite à vingt-quatre semaines.

Etant donné le climat politique et à la faveur du « backlash » (choc en retour) de l'opinion contre la société de « tolérance » et le laxisme des années 60, M. Corrie a beaucoup de chances de réussir là où plusieurs de ses collègues ont échoué.

Les travaillistes avaient, en effet, réussi par des artifices à enterrer sept propositions allant dans le même sens. Mais, appuyé par le gouvernement, l'amendement Corrie, adopté en seconde lecture au tout début du nouveau mandat parlementaire, est assez avancé dans le processus législatif pour que son adoption définitive intervienne au printemps 1980.

#### Corriger les abus

Le débat ainsi rouvert au Parlement, mais aussi dans l'opinion publique, a polarisé et durci les positions. Pour les adversaires de la loi, comme par exemple la Société pour la protection des enfants à naître, l'amendement Corrie n'est que le fer de lance d'une offensive générale contre la législation de 1967. Ils ne veulent pas seulement corriger les abus, déjà dénoncés par une commission en 1977, mais démanteler la loi afin de réduire de deux tiers le nombre des avortements.

A l'inverse, le vote des Communes a stimulé le mouvement minoritaire et même marginal animé par les groupements féminins et quelques médecins recommandant l'avortement « sur demande ». I est cruel et dégradant, disent ces praticiens, d'imposer à une femme d'aller implorer les médecins, au besoin

en exagérant sa détresse pour obtenir l'autorisation d'avorter légalement. Et ils rappellent que les facilités offertes par le Service national de santé (N.H.S.) sont inégalement réparties dans le pays. Mais l'opinion ne semble pas encore prête à accepter l'avortement « sur demande ». En revanche, le courant favorable au maintien de la loi de 1967 reste très puissant. L'offensive des adversaires de la législation a en fait renforcé la détermination de ses partisans, et plus de quarante organisations, dont la très influente British medical association (B.M.A.), groupant la grande majorité des médecins, se sont mobilisées pour la défense du texte légal de 1967 jugé « humain et pratique ».

Il faut valoir que beaucoup d'abus ont déjà été corrigés par des mesures administratives, notamment par le renforcement du contrôle sur les cliniques privées, dont un certain nombre ont été fermées. Ils soulignent que Londres a depuis longtemps cessé d'être le grand centre mondial de l'avortement où affluaient, jadis, un nombre important d'étrangères (plus de 25 000 Françaises, par exemple, en 1972). Le nombre des avortements est tombé régulièrement du « sommet » atteint en 1973 (160 000 interventions) pour atteindre 110 000 en 1978, et cette baisse est parallèle au développement de la contraception acceptée par le Service national de santé comme un devoir des médecins.

Mais l'argument majeur contre l'amendement Corrie est qu'il encouragerait les avortements clandestins. D'abord, parce que beaucoup de médecins, par crainte de poursuites judiciaires, renonceraient à mettre fin à une grossesse dans la mesure où il est difficile de déterminer « son

âge » avec précision. La B.M.A. estime qu'un grand nombre de femmes seront alors obligées de recourir à des opérations clandestines qui enrichiront des médecins moins scrupuleux.

D'autre part, l'amendement Corrie prévoit de limiter à leur rôle d'information et de conseil les diverses organisations sans but lucratif « de charité ». Les « charités », selon l'expression anglaise, font actuellement procéder elles-mêmes à des interventions, moyennant des prix raisonnables (certaines même gratuitement), par des médecins rémunérés mensuellement, et qui n'ont donc pas intérêt à multiplier les opérations. Le projet Corrie obligerait les « charités » à obtenir l'approbation d'un médecin indépendant, ce qui rendrait l'intervention plus onéreuse.

#### Renforcer la clause de conscience

Enfin, l'amendement Corrie modifie dans un sens restrictif les critères de la loi justifiant l'avortement : le risque pour la vie de la femme, le dommage pour sa santé physique et morale et celle de ses enfants, devraient être maintenant « graves » et « sérieux ». D'autre part, le projet veut renforcer la clause de conscience permettant au personnel médical de refuser, en raison de convictions morales ou religieuses, de participer à une intervention. Cette clause était, en fait, peu respectée, et des infirmières ne pouvaient l'invoquer que si elles étaient catholiques.

Malgré le premier succès que représente l'adoption de l'amendement Corrie pour les adversaires de la loi, l'issue du débat parlementaire reste incertaine.

HENRI PIERRE.



# AUX ÉTATS-UNIS : un libéralisme absolu... modéré par l'argent

De notre correspondante

New-York. — L'avortement n'a jamais été, aux États-Unis, frappé du même opprobre que dans les pays à forte majorité catholique, mais les divers « mouvements de libération » nés dans les années 60 ont beaucoup fait pour son entrée officielle dans les mœurs et les finances publiques.

Avant les années 60, un médecin pouvait encore, dans certains États, être poursuivi pour une interruption de grossesse, mais non sa patiente. Comme pour tous les services sociaux américains, la manière dont l'avortement était, et est encore, envisagé diffère sensiblement d'un État à un autre. Aujourd'hui, l'interruption de grossesse n'est plus interdite nulle part, mais elle est plus ou moins matériellement et financièrement accessible.

En 1973, la cour suprême fédérale déclarait inconstitutionnelle toute loi restreignant le droit à l'avortement. Mais elle assortissait cette décision capitale d'un certain nombre d'attentes qui ont relancé les combats d'arrière-garde : pendant les trois premiers mois de grossesse, la femme était autorisée à prendre seule la décision d'avorter avec l'avis de son médecin. Mais, à partir du quatrième mois, l'État dans lequel la femme souhaitait subir l'avortement était « autorisé à donner son avis », notamment sur le point de savoir si l'opération devait être pratiquée dans un hôpital plutôt que dans une clinique, ce qui augmentait son coût. Après le sixième mois, l'État était autorisé « à prendre toute mesure propre à protéger la mère et l'enfant ».

Depuis la décision de la Cour Suprême, plus de cinq millions d'Américaines se sont fait légaliser

raient une majorité de femmes qui en auraient eu le plus besoin pour des raisons sociales, économiques ou psychologiques : mères de familles, pauvres déjà accablées d'enfants, mères célibataires sans ressources, adolescentes, et nombre de femmes appartenant aux minorités noire, indienne ou latino-américaine.

La couverture automatique des dépenses médicales n'existe pas aux États-Unis et seules les personnes vivant « au-dessous du niveau de pauvreté » ont droit au « medicaid », dont les fonds proviennent des États et des finances fédérales. Un avortement coûte, dans les trois premiers mois de la grossesse, de 175 à 400 dollars, voire 600 dollars pour une intervention plus tardive dans un hôpital. Pour les femmes les plus démunies, il s'agit donc de savoir « qui paiera », et les attentes de la décision de la Cour suprême ont donné naissance à un violent mouvement de protestation contre le financement public des avortements.

La question est d'autant plus grave que le « niveau de pauvreté » varie d'un État à l'autre : dans le district de Columbia (Washington), il est de 5 200 dollars par an pour une famille de quatre personnes. Il en va à peu près de même dans l'État de New-York, dans le Colorado ou l'Oregon. Mais en Alabama, par exemple, le « niveau de pauvreté » est de 1 600 dollars, et l'Arizona n'a purement et simplement pas de programme « Medicaid ».

Depuis 1973, la Cour suprême a pris un certain nombre de décisions

qui, sans revenir complètement sur la précédente, en limitent la portée ;

avortement avorter dans quelque 3 000 cabinets médicaux, cliniques ou hôpitaux. Le nombre annuel des avortements est passé de 745 000 en 1973 à 1 300 000 en 1977. Trois grossesses sur dix ont été ainsi interrompues.

Mais les cliniques et les hôpitaux qui pratiquent les avortements sont concentrés dans les grands centres urbains et, en 1977, cinq cent mille femmes ont dû entreprendre un voyage, parfois long et onéreux, pour subir l'intervention, 600 000 autres ont dû renoncer à faire interrompre leur grossesse. Parmi elles figu-

ent jumeaux, elle décidait que les États et les municipalités n'avaient pas à financer des avortements « non thérapeutiques » pour des femmes indigentes ; en juillet 1977, le président Carter s'opposait au financement fédéral des interruptions de grossesse, « sauf quand la vie de la femme est en danger ou quand la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un inceste ». Le 7 décembre de la même année, le Congrès votait une loi dans ce sens. A la suite de cette décision, de nombreux États cessèrent de rembourser les avortements des femmes indigentes, sauf dans les cas très précisément prévus par la loi.

## « Pour la vie » ou « pour le choix »

Dès 1976, un sénateur républicain de l'Illinois, M. Henry Hyde, faisait adopter un projet de loi interdisant l'utilisation des fonds du ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales (HEW) pour financer des avortements, sauf quand la vie de la femme est en danger. Le projet a été quelque peu amendé, mais le sénateur Hyde est devenu le porte-parole du mouvement Pour la vie, qui s'est constitué en Comité national pour le droit à la vie. Le Comité, qui compte mille huit cents antennes à travers le pays, revendique onze millions d'adhérents et assure avoir puissamment contribué à la défaite électorale de sénateurs libéraux comme MM. Dick Clark, dans l'Iowa, ou Thomas McIntyre (New-Hampshire). Les divers comités Pour la vie ont lié leur sort à d'autres combats socio-politiques conservateurs comme ceux qui sont menés contre l'ERA (Equal Rights Amendment) pour l'égalité des sexes ou contre l'interdiction des armes à feu.

A l'opposé, l'organisation Pro Choice (Pour le choix) regroupe les militants d'autres combats pour les droits civiques, l'égalité raciale, etc. La Ligue d'action pour le droit à l'avortement déclare, pour sa part, compter soixante-cinq mille militants, dont un certain nombre de religieux.

Par-delà les deux clans, qui joueront sans doute un rôle non négligeable lors de la prochaine campagne présidentielle, la bataille de procédure continue : en juillet dernier, la Cour suprême fédérale a déclaré inconstitutionnelle une loi de l'État du Massachusetts qui exigeait que les femmes mineures et non mariées obtiennent l'autorisation de leurs parents ou d'un juge pour interrompre leur grossesse. En Floride, l'Union américaine pour les libertés civiques a engagé une action contre une nouvelle loi de l'État qui exige le consentement du mari pour les femmes qui veulent avorter.

Les dirigeants noirs jouent un rôle important dans cette bataille. Leur thèse est que la population noire, en général démunie, a plus besoin qu'une autre d'une loi libérale sur l'avortement. Mais à la grande époque des manifestations pour les droits civiques, vers la fin des années 60, certains activistes, reprenant des thèses développées dans le tiers-monde, se déclaraient opposés au « génocide proposé par la population blanche ». Depuis, avec le retour à des positions plus modérées, les responsables de la communauté de couleur soutiennent presque unanimement la politique Pro choice. Les populations d'origine latino-américaine, bien que profondément catholiques, se rangent, elles aussi, peu à peu derrière les libéraux.

Le poids politique de ce débat reste à évaluer. Malgré les succès qu'ils ont obtenus, les partisans du « droit à la vie » restent prudents. En dépit de la réaction qui se fait jour contre la « société permissive » des années 60, les femmes américaines, de droite ou de gauche, ont conquis une indépendance à laquelle elles ne sont pas prêtes à renoncer. Même si elles sont femmes ou filles de militant ultrarépublicains.

NICOLE BERNHEIM.



## POINT DE VUE

# Libertés d'Europe

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (\*)

L'EUROPE ne peut rester un simple Marché commun. Une Europe de comptes et d'additions. Elle doit être, aussi, une civilisation commune. Avec, pour principes, la dignité, la liberté croissante des hommes et des femmes qui vivent sur son sol.

Tel peut être le nouvel objectif de la Communauté européenne : faire avancer la cause de la liberté. En harmonisant les législations des Neuf, relatives non seulement aux problèmes économiques, mais aussi

aux droits individuels. En définissant le contenu de ces droits par rapport à la norme nationale la plus protectrice de la personne.

Il s'agit, en quelque sorte, de dégager une « clause du citoyen le plus favorisé ». En prenant comme référence — et donc comme standard — la règle la plus favorable à la liberté. Puis en alignant sur elle les autres règles nationales. De cela, trois exemples.

### Le droit des femmes

Premier cas : l'avortement, qui revient chez nous au centre des débats et qui obéit, dans l'Europe des Neuf, à une très grande disparité de statuts. Résultat : beaucoup de femmes sont conduites à passer d'un pays à l'autre pour interrompre leur grossesse dans des conditions plus favorables à leur libre arbitre.

Qu'on en juge : trois des neuf Etats prohibent encore l'avortement. C'est le cas de l'Irlande, qui en

reste à l'*Offences against the Person Act* de 1961, et de la Belgique, dont la législation ressemble à notre loi de 1920. C'est le cas aussi des Pays-Bas, où s'observe, cependant, un contraste entre une législation répressive et une pratique libérale.

Pour les six autres Etats, qui admettent l'interruption volontaire de grossesse, il existe une très forte diversité des règles nationales qui concer-

nent les motifs, les délais et la prise en charge de l'I.V.G.

Quant aux motifs, le Danemark et l'Italie se bornent à une requête de la femme, tandis que l'Allemagne fédérale, le Luxembourg et la France n'admettent, théoriquement, cette requête qu'en cas de « détresse ». Ce qui introduit des considérations morales et sociales, soumises à l'appréciation — aléatoire — de praticiens ou de conseillers.

Quant aux délais pendant lesquels l'intervention est admise, ils sont aussi largement variables. Ils vont, en effet, de vingt-huit semaines au Royaume-Uni à dix semaines en France, en passant par treize semaines en Italie et douze en Allemagne, au Danemark et au Luxembourg.

Quant au remboursement par les régimes de protection sociale, il est acquis partout sauf en France : c'est-à-dire en Allemagne, au Danemark, en Italie et au Luxembourg ;

(\*) Vice-président du M.R.G., député à l'Assemblée européenne.

la Grande-Bretagne, pour sa part, assurant la gratuité de l'intervention dans le cadre du National Health Service.

Cette dernière disparité contrarie l'article 117 du traité de Rome, qui souhaite favoriser l'« harmonisation des systèmes sociaux ». D'une manière générale, cette très forte hétérogénéité des dispositions nationales contraste avec l'ambition même de ce traité, qui préconise, à ses articles 100 à 102, « le rapprochement des législations » des Etats membres.

Qui ne le voit ? Il faut parvenir à une législation commune de l'avortement en Europe par l'harmonisation des législations nationales dans le sens le plus favorable au droit des femmes.

Cette législation commune marquerait un progrès sensible par rapport à la loi française votée fin 1974 en supprimant certaines restrictions excessives et la discrimination par l'argent. Elle consacrerait donc vraiment le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. En obéissant à leur seule conscience. Et non plus à quelque morale d'Etat, d'essence religieuse, qui convient mal à un Etat laïque ne devant imposer à personne les croyances de personne.

### \* Peine capitale

Second exemple — très différent — d'harmonisation nécessaire pour contribuer à faire de l'Europe une civilisation commune : le problème de la peine de mort. A l'exception de la France, les huit autres Etats de la Communauté l'ont abolie, en fait ou en droit, même si certains limitent théoriquement cette abolition aux crimes de droit commun et au temps de paix.

Les Pays-Bas ont aboli la peine de mort en 1870, le Danemark en 1930, l'Italie en 1944, l'Allemagne fédérale en 1949, le Royaume-Uni en 1969, le Luxembourg, enfin, en mai 1979. Pour sa part la Belgique conserve cette peine dans sa législation, mais la dernière exécution remonte à 1967. Il en va de même pour l'Irlande, où la dernière exécution date de 1954.

Reste la France de la V<sup>e</sup> République, dont le gouvernement a l'inconvenance d'empêcher le Parlement de résoudre ce problème, en abusant de sa maîtrise de l'ordre aux jours des Assemblées.

Va-t-on, longtemps encore, maintenir ce châtiment suprême, qui nie la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine (1) ? Va-t-on, longtemps encore s'abaisser au niveau du criminel le plus odieux et parodier son comportement sauvage ? Va-t-on, longtemps encore, tarder à rejoindre le camp des Etats abolitionnistes, ou figurent nos huit partenaires européens ?

Que l'Europe des Neuf tout entière mette la mort hors la loi. Qu'elle harmonise ses textes pour abolir totalement la peine capitale et elle portera l'honneur de toujours respecter la dignité humaine. Même chez ceux qui y ont attenté.

Dernier exemple d'harmonisation nécessaire : la pleine ratification par chacun de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, signée le 4 novembre 1950 dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Notre pays s'était déjà singularisé en ratifiant cette Convention avec un infini retard, fin 1973. Il continue de le faire en refusant de souscrire à la « clause facultative » de son article 25, qui institue le droit individuel de requête devant la Commission européenne des droits de l'homme. Ainsi, après épuisement des voies de recours internes, celle-ci peut être saisie par toute personne qui s'estime victime d'une violation de ses droits fondamentaux (détention préventive abusive, etc.) par l'Etat dont il est le ressortissant.

Huit des neuf Etats membres de la Communauté reconnaissent ce droit de requête à leurs ressortissants. Seule la France continue de le refuser à ses nationaux. Là encore, il serait grand temps de s'aligner sur nos partenaires pour permettre une meilleure protection des libertés.

C'est l'évidence : il serait dorénavant de persister dans un nationalisme législatif ou juridictionnel quand il s'agit des droits fondamentaux. L'impératif, c'est, au contraire, de clarifier, de simplifier, d'unifier. A l'échelle européenne.

Faire de l'Europe un espace de liberté, c'est l'ambition naturelle. Celle qui dresse contre les législations trop répressives ou restrictives. Contre les lois d'exception, qui apparaissent ici et là. Contre les réserves ou les reculs des gouvernements nationaux.

Ce rôle d'impulsion et de vigilance incombe, particulièrement, à l'Assemblée européenne — enfin élue au suffrage universel. Aux élus des neuf peuples d'y lutter ensemble pour le progrès commun. A eux d'y agir pour faire avancer la cause des droits de l'homme dans ce vieux continent qui a donné naguère la liberté au monde.

(1) Préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme



# L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

## IV. — Deux législations répressives... et bafouées

### EN ESPAGNE : le « voyage à Londres » et les faiseuses d'anges

Madrid. — Le code pénal espagnol dispose que « la vie du fœtus doit être protégée avant tout et primer sur la vie de la mère et sur l'intérêt social ». La femme qui avorte et ses complices (parents ou amis) risquent une peine dite d'« emprisonnement mineur » (six mois à six ans de prison). Seule circonstance atténuante admise par les juges : quand une femme célibataire interromp sa grossesse pour éviter le « déshonneur » de donner le jour à un enfant illégitime. Auquel cas la peine est considérablement réduite : un mois à six mois.

« Notre législation est médiévale », disent les militantes des mouvements féministes. Les Espagnols ont hérité, en effet, leur code pénal de quarante ans de franquisme et de plusieurs siècles d'obscurantisme. Certains de ses articles sont si archaïques que le gouvernement centriste de M. Adolfo Suarez a été amené, sur les instances de la gauche, à étudier leur réforme. Une agence de presse avait indiqué à la fin de juillet que le nouveau code allègerait notablement la répression contre l'avortement. Le ministère de la justice s'est empressé de démentir.

Il est vrai que le titulaire du poste, M. Iñigo Cervero, appartient au secteur démocrate-chrétien de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), le parti au pouvoir, et que l'Eglise, dans un tel domaine, pèse de tout son poids. Après avoir fait campagne pour le maintien des subventions de l'Etat à l'enseignement confessionnel — favorisé par rapport à l'école publique — la hiérarchie catholique continue d'opposer son veto au divorce, à la contraception, aux relations pré-conjugales et à l'avortement.

Pendant l'été dernier, la conférence épiscopale a publié un document intitulé *Mariage et famille*, dans lequel elle qualifiait l'avortement de « délit à la plus élémentaire conception éthique et humaine de la vie » et d'« attentat contre la justice, contre l'amour et contre la vie d'un nouvel être absolument sans défense ».

De notre correspondant

En 1974, les autorités évaluaient à 300 000 le nombre d'avortements clandestins effectués chaque année (pour une population de 36 millions d'habitants) : cinq ans après, ce chiffre serait au moins de 400 000 selon les estimations des partis de gauche et des mouvements féministes. Le « voyage à Londres » est devenu une habitude chez les femmes qui ont les moyens de le payer (10 000 en 1977). Pour les autres, c'est le recours habituel aux faiseuses d'anges ou aux médecins marrons, avec des risques tout aussi habituels : un taux de mortalité de 2 % selon certains journaux, et le risque, chiffré à 20 %, de cas par quelques médecins, de rester définitivement stérile.

Il est très difficile de savoir combien de femmes sont actuellement incarcérées pour « délit »

d'avortement. Le porte-parole du ministère de la justice que nous avons interrogé à ce sujet s'est dit incapable de répondre. Les mouvements féministes ne possèdent pas de données précises, mais affirment que des femmes sont en prison pour avoir été surprises ou dénoncées. Récemment, le président de la Généralité de Catalogne, M. Josep Tarradellas, rappelait qu'en 1938, pendant la guerre civile, alors qu'il dirigeait le gouvernement catalan, il avait légalisé l'avortement. Son gouvernement avait été le premier en Europe à prendre une telle décision et la législation mise alors en vigueur était très avancée : la femme était la seule à décider de sa grossesse ; l'avortement était permis jusqu'à trois mois de grossesse, mais aucune limite n'était fixée en cas de nécessité thérapeutique.

Les temps ont changé depuis.

CHARLES VANHECKE.

#### La contraception légalisée

Le collège des médecins de Madrid, de son côté, a publié au début de l'année un manifeste contre l'avortement. Outre l'Eglise catholique, des Instituts séculiers comme l'Opus Dei, ou les nombreuses associations d'inspiration confessionnelle qui existent en Espagne ont déployé beaucoup d'efforts depuis quelque temps pour éviter une quelconque « dépenalisation » de l'interruption de grossesse. Ces différents groupes de pression ont trouvé un écho favorable dans la classe politique qui a conduit le processus de transition démocratique depuis trois ans. L'U.C.D. manifeste la même opposition à l'avortement que les franquistes mal repentis de Coalition démocratique, la droite parlementaire.

Seuls les partis de gauche se déclarent favorables à la « dépenalisation » de l'avortement. Pourtant, la première formation de l'opposition, le parti socialiste ouvrier (PSOE), qui représente 30 % de l'électorat, a jugé bon d'« oublier » cette revendication lors de sa dernière campagne électorale, sans doute pour ne pas effrayer les électeurs modérés qu'elle s'efforçait alors de conquérir afin de hâter son accès au pouvoir. Le parti communiste — qui re-

présente 10 % des voix — a maintenu pour sa part la même position depuis deux ans : il demande que l'avortement ne soit plus considéré comme un délit, et que sa pratique soit régularisée et placée sous contrôle médical.

Les oukases de l'Eglise et de l'« establishment » n'ont évidemment pas empêché la société d'évoluer. L'usage de la pilule a été récemment légalisé. Les enquêtes montrent qu'une majorité d'Espagnols sont favorables au divorce. Même sur l'interruption de grossesse, l'opinion publique évolue. L'hebdomadaire communiste *la Calle* a publié au printemps dernier un sondage d'opinion montrant que seulement 42,5 % des Espagnols sont partisans d'une interdiction totale de l'avortement, pourcentage qui était beaucoup plus élevé il y a quelques années. En revanche, une proportion à peu près équivalente de personnes interrogées l'admettent pour des raisons thérapeutiques.

Paradoxalement, ce sont les femmes qui manifestent le plus de réticences. Les enquêteurs expliquent ce phénomène par l'influence de l'Eglise sur les mentalités féminines, et par l'infériorité culturelle à laquelle les Espagnoles sont traditionnellement condamnées.

Le caractère médiéval de la législation conduit beaucoup de femmes à user de pratiques tout aussi médiévales pour avorter. En



# EN BELGIQUE : comme en France, en 1973...

Bruxelles. — La législation belge en matière d'avortement date de 1867. Les articles 348 à 353 du code pénal sanctionnent sévèrement l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.). La femme qui se sera fait volontairement avorter ou celui qui aura fait avorter une femme consentante sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 100 à 500 francs belges.

Mais depuis « l'affaire Peers », du nom du gynécologue-obstétricien de Namur accusé d'avoir pratiqué des avortements au début de l'année 1973, la loi n'est plus que partiellement appliquée. En effet, depuis cette année-là, des centres hospitaliers puis extra-hospitaliers pratiquent au grand jour des avortements. Certains même annoncent leur création par une conférence de presse officielle.

Face à cette violation quotidienne de la loi, la justice belge est assurément devant une situation délicate. Quant au gouvernement de coalition, il se refuse très officiellement

## De notre envoyé spécial

— ces membres ne pouvant trouver un consensus — à proposer au Parlement un projet de loi visant à modifier la loi de 1867, laissant ce soin aux parlementaires.

Vingt mille à quarante mille femmes belges se font avorter annuellement. Le nombre des interventions clandestines pratiquées dans de mauvaises conditions techniques est évalué à environ un quart du total. Ainsi les graves complications en particulier infectieuses, parfois mortelles, malgré une diminution de leur nombre depuis quelques années, persistent.

## Les trois cents dossiers du docteur Peers

En septembre 1972, une plainte est déposée au parquet de Dinant (région de Namur) contre le docteur Willy Peers accusé d'avoir pratiqué des I.V.G. Lors de l'instruction de cette affaire et au cours d'une perquisition en janvier 1973, près de trois cents dossiers de femmes ayant subi une I.V.G. sont découverts. Le docteur Peers sera immédiatement incarcéré pendant trente-cinq jours.

Mais, durant tout ce laps de temps, le docteur Peers reçoit un soutien extraordinaire de l'opinion publique. De nombreuses manifestations de rue sont organisées et trois cent mille signatures sont réunies en moins de trois semaines. « Mon objectif, nous déclare le docteur Peers, qui continue à pratiquer des I.V.G. à la maternité provinciale de Namur — cinq mille depuis 1973, — n'est pas de lutter pour l'avortement mais de lutter contre l'avortement clandestin par la contraception et par l'I.V.G. en milieu médical, de manière à réduire

voire à supprimer les complications. »

Depuis, cinq centres hospitaliers pratiquent officiellement des I.V.G. et environ quinze à vingt cliniques ou services hospitalo-universitaires acceptent avec discrétion de faire ces interventions pour leurs patientes habituelles. Six centres extra-hospitaliers d'I.V.G. existent à Bruxelles, un à Liège, et un à Charleroi. D'autre part, les trois quarts des centres de planning familial répartis sur tout le territoire jouent un rôle d'accueil et orientent leurs patientes désirant interrompre leur grossesse soit vers les Pays-Bas, où la loi répressive en matière d'avortement a été suspendue, soit vers des centres d'I.V.G. belges.

## Un imbroglio juridique

La justice belge se trouve ainsi confrontée à un délicat problème vis-à-vis duquel son attitude peut paraître ambiguë. L'organisation judiciaire belge est assez comparable à celle de la France. La politique des parquets, théoriquement maîtres de l'op-

tion et au travail des parlementaires. D'autre part, les parquets ne veulent pas prendre la responsabilité de classer les plaintes et d'abandonner ouvertement les poursuites. Ils seraient alors en contradiction formelle avec la loi et mécontenteraient une autre partie de l'opinion publique.

Dans une déclaration gouvernementale faite au Parlement le 5 avril 1972, le premier ministre, M. W. Maréchal, avait déclaré : « En raison du fait que la modification éventuelle des articles 348 à 353 du code pénal continue à diviser les esprits, il appartient au Parlement de trancher ce problème dans le respect de la liberté de conscience de chacun. »

D'autre part, la commission parlementaire sur les « problèmes éthiques » créée en 1974 par le gouvernement n'a pas non plus permis de dégager des propositions recueillant l'approbation de tous. En effet, à la suite d'une scission, cette commission a remis, en 1976, deux rapports. Douze membres de la commission se disent prêts à autoriser l'I.V.G. exclusivement en cas de danger pour la santé de la mère, les treize autres défendent une position plus libérale qui prend en compte certains facteurs économiques et sociaux mais à condition que la femme soit entendue au préalable par des organismes de dissuasion composés de spécialistes (médecins, psychologues...)

## De multiples propositions de loi

Cependant, depuis la suppression, le 9 juillet 1973, des trois alinéas de l'article 383 du code pénal selon lesquels « toute exposition, vente ou transport de contraceptifs » était interdite et punie par le législateur, le gouvernement a entrepris

d'importantes campagnes d'informations du corps médical et du grand public sur les différents moyens de contraception.

Au Parlement, les propositions de loi se succèdent. Certaines élargissent la notion d'avortement thérapeutique, d'autres plus permissives se rapprochent de la loi française actuelle, d'autres enfin visent à une dépenalisation totale de l'avortement pratiqué en milieu médical. Pour ces dernières, l'avortement est un acte médical qui doit être accompli sous la responsabilité du médecin respectueux du code de déontologie. Pour le sénateur socialiste Roger Lallemand, on assiste actuellement à une maturation souterraine des consciences et, depuis quelque temps les courants d'opinion en faveur d'une dépenalisation totale de l'avortement, bien qu'ils restent minoritaires, semblent gagner du terrain. Pourtant, le consensus que réclame la vote d'une loi sera certainement difficile à trouver tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat.

Mais la confusion tant judiciaire

que politique n'empêche pas — et peut-être même favorise — l'éclosion de centres hospitaliers et extra-hospitaliers d'I.V.G. tout à fait originaux où l'on tente de ménager à la fois chaleur humaine et respect de l'autre.

Préoccupante, la situation belge en matière d'avortement n'en est pas moins paradoxale : une législation ancienne, répressive et appliquée partiellement par la justice côtoie l'émergence de structures médicales, originales, où le pouvoir du praticien a perdu de son « aura » et où le respect de la volonté des femmes prime sur les autres considérations.

Dr PHILIPPE LEDUC.

portunité des poursuites, est pour le moins paradoxale. Ils ne veulent pas abandonner les poursuites (une vingtaine de médecins en ont été l'objet depuis l'affaire Peers) mais ils ne veulent pas non plus fixer une date de comparaison de ces médecins une fois l'instruction terminée, devant le tribunal correctionnel.

Cette attitude ne semble pouvoir s'expliquer que par deux motifs principaux. D'une part, la crainte que les affaires d'avortements ne viennent en audience publique, entraînant ainsi un trouble de l'ordre public (comme cela a été le cas pour l'affaire Peers) préjudiciable à l'action de la jus-



# LE DÉBAT SUR L'INTERRUPTION

## VOLONTAIRE DE GROSSESSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### La reconduction de la loi de 1975 semble assurée malgré les divisions de l'opposition et de la majorité

Il y a cinq ans, la loi n'avait été votée que grâce au concours des voix de la gauche. Le vote avait, à l'époque, fait voler en éclats une majorité pourtant moins divisée qu'elle ne l'est aujourd'hui et provoqué entre députés communistes, socialistes, républicains indépendants, réformateurs et U.D.R. un regroupement hétéroclite qui ne s'est guère reconstitué, depuis, sur d'autres thèmes.

Le climat d'aujourd'hui, moins passionnel qu'en 1974, n'en est pas moins marqué de profonds antagonismes. L'éclatement de l'union de la gauche est manifeste, là comme ailleurs, même si communistes et socialistes parviennent à trouver, au soir du vote, une attitude commune. La majorité, sur cette question, reste profondément divisée, puisque certains députés R.P.R. demandent l'élargissement des dispositions actuelles et d'autres leur abrogation pure et simple. Un certain nombre de procédures destinées à repousser le vote du texte sont d'ores et déjà prévues, sur l'initiative, notamment, de Mme Florence d'Harcourt (non-inscrite, Hauts-de-Seine) et de M. Michel Debré (R.P.R., la Réunion).

#### L'itinéraire communiste

« Les communistes condamnent les conceptions réactionnaires de ceux qui préconisent la limitation des naissances et cherchent ainsi à détourner les travailleurs de leur bataille pour le pain et le socialisme... » Le parti communiste revient de loin sur la question du contrôle des naissances : cette déclaration de Maurice Thorez (mai 1956) en fait foi. Certes, écrivait-il à l'époque dans l'*Humanité*, les communistes « stigmatisent les lois répressives de la bourgeoisie, qui frappent surtout les malheureux, et réclament leur abolition », car Lénine « exigeait l'abrogation complète de toute loi interdisant l'avortement » et la diffusion des moyens anticonceptionnels. Il n'en demeure pas moins, s'exprimait Mme Thorez-Vermeersch à la même époque, devant le groupe communiste de l'Assemblée nationale, que le contrôle des naissances « est dirigé pour couvrir les crimes du capitalisme, dirigé contre les travailleurs et pour la justification du colonialisme ».

*les femmes françaises et les femmes étrangères résidant en France.* « On comprend, à lire ce texte, que le P.C. a clairement vu le risque qu'implique la suppression de l'obligation de trois mois de résidence imposée aux étrangères, à savoir le risque de l'organisation en France d'un trafic hautement lucratif de type britannique ou néerlandais, au bénéfice, par exemple, des Espagnoles ou des Portugaises ne résidant pas en France. Mais il n'a pas voulu aller jusqu'au bout de la démarche. D'où la notion de « priorité » alors que, dans bien des régions, les possibilités d'avortement restent en France très limitées dans la pratique.

Le P.C. demande, enfin, la prise en charge totale de l'avortement par la Sécurité sociale, les frais entraînés par cette mesure devant être couverts par « une augmentation des cotisations de sécurité sociale versées par les employeurs du secteur privé ».

L'attitude du parti socialiste en la matière est de loin plus hardie, ou moins prudente. Il propose, en effet, purement et simplement la suppression de toutes les clauses restrictives prévues par la loi de 1975, à commencer par le délai légal de dix semaines, remplacé par une période beaucoup plus large, « jusqu'à quatorze semaines, lit-on dans l'exposé des motifs de la proposition socialiste, la femme pourra recourir librement à l'I.V.G.. Au-delà de quatorze semaines et jusqu'à vingt semaines, un entretien préalable dans un centre d'orthogénie sera nécessaire. » Ce qui est une manière de « donner à toute femme le droit d'obtenir une I.V.G. (...) quand elle le demande, sans aucune condition d'âge, de nationalité ou de durée de séjour ». Périmés les considérations sur les

mineures, les étrangères, l'entretien préalable à l'intervention, le délai de réflexion d'une semaine et le remboursement par la Sécurité sociale. Éliminées les dispositions du code pénal destinées à réprimer l'avortement illégal. Il faut, disent les socialistes, organiser des « centres d'orthogénie » où seraient traités tous les problèmes de la contraception et de la reproduction — ce qui est effectivement souhaitable. Les dépenses ainsi entraînées, conclut la proposition socialiste, seraient couvertes par une augmentation des cotisations patronales d'assurance-maladie. ✕

sables du secteur femmes défendent des positions dures, alors que des hommes tels que M. François Mitterrand n'envisagent pas que l'on puisse revenir au texte de 1920.

Est-il concevable, en effet, que des députés de l'opposition puissent porter, devant les électeurs, la responsabilité du retour à la loi de 1920 qu'entraînerait le rejet du projet gouvernemental ? Assurément non, et le P.C., d'ailleurs, n'a pas commis l'imprudence d'annoncer une telle attitude. Il a même pris soin de se démarquer des socialistes, notamment en appelant à sa propre manifestation, le 17 novembre, porte de Pantin (*le Monde* du 20 novembre), distincte de celle qu'ont organisée, le 24, le P.S. et un certain nombre de mouvements qui demandent la libéralisation totale de l'avortement (*le Monde* du 27 novembre).

#### Des contradictions dans la majorité

Sur l'attitude de nombreux députés de la majorité règne encore la plus grande incertitude. Un certain nombre de ténors ont, d'ores et déjà, annoncé leur intention de voter contre le texte du gouvernement, tels MM. Debré et Foyer, M. Chirac — signataire de la loi de 1975 — a, de son côté, réaffirmé son opposition à la reconduction du texte (*le Monde* du 27 novembre). On imagine les difficultés qu'aura à vaincre, sur cette question, le mouvement gaulliste lorsqu'on se souvient que M. Bernard Pons, aujourd'hui secrétaire général du R.P.R., avait voté en 1974 en faveur de la loi, et estime aujourd'hui que « le texte sera reconduit sans grand problème ». « Ce n'est pas, nous a-t-il déclaré, un débat que nous redoutons. » M. Lucie. Neuwirth (R.P.R., Loire), ne cache pas, pour sa part, son intention de demander que l'avortement soit gratuit à l'avenir pour les femmes qui ne bénéficient pas d'un certain niveau de revenu, et que les

procédures relatives aux mineures soient libéralisées.

Il reste que les députés du R.P.R. bénéficieront de la liberté de vote dans ce débat, tout comme ceux de l'U.D.F., également très partagés. Ainsi M. Jacques Blanc, médecin — tout comme M. Bernard Pons, — et qui avait voté contre le texte en 1974, nous a-t-il dit qu'aujourd'hui, il « s'interrogeait » et que les déclarations de M. Lortat-Jacob, président de l'Ordre national des médecins (*le Monde* du 9 octobre), figuraient parmi les éléments de sa réflexion.

Il semble, en effet, qu'un certain nombre de ceux qui, en 1974, avaient voté contre le projet, hésitent, aujourd'hui, à persister dans ce refus. Mais le mouvement inverse ne s'est pas observé, à l'exception, pour l'instant, de M. Chirac.

Plus sensibilisés qu'ils ne l'étaient alors au problème démographique, les députés semblent plus ouverts, aussi, aux droits de ce que l'un d'entre eux appelait, dans un lapsus significatif, des « minorités ». En l'occurrence, les femmes.

CLAIRE BRISSET.

#### LES VOTES DE 1974

La loi du 17 janvier 1975 a été votée le 28 novembre 1974, à l'Assemblée nationale, par 284 voix contre 189 ; 89 députés sur les 291 qui siégeaient alors dans les trois groupes de la majorité avaient voté en faveur du projet : 55 U.D.R. et apparentés, sur 174 ; 27 réformateurs sur 52 et 17 républicains indépendants sur 65 ; 105 socialistes et radicaux de gauche (sur 106) avaient ratifié le projet ; 73 communistes sur 74 et 7 non-inscrits sur 19.

Avaient voté contre le projet du gouvernement : 186 U.D.R. et apparentés, 47 républicains indépendants, 24 réformateurs, 11 non-inscrits, 1 communiste.

Six députés s'étaient abstenus, 6 n'avaient pas pris part au vote et 5 étaient excusés.



Les communistes ont eu besoin de quelques années pour venir à bout de ces contradictions. La position qu'ils défendent aujourd'hui sur l'interruption volontaire de grossesse ne ressort de cette lente élaboration. On peut lire, en effet, dans l'exposé des motifs de la proposition de loi qu'ils ont déposée, l'affirmation d'un principe qui marque tout le chemin parcouru en vingt ans : « Le parti communiste considère comme une conquête irréversible des femmes, un progrès de leur liberté en même temps qu'un progrès de la société et des relations humaines, la possibilité de maîtriser la fécondité. » Le même texte déplore que « seulement 36 % des femmes âgées de vingt à quarante-quatre ans utilisent une méthode moderne de contraception. Ce pourcentage ne peut absolument pas être considéré comme satisfaisant ».

Aujourd'hui, à l'inverse des socialistes, les communistes proposent des modifications à la loi de 1975, qui n'en bouleversent pas fondamentalement l'esprit. Certes, ils demandent l'abrogation de l'article 317 du code pénal, qui maintient des dispositions répressives à l'encontre de ceux qui pratiquent des avortements illégaux. Mais cette demande contraste avec leur position d'ensemble, selon laquelle l'avortement est un acte médical « sérieux ». Le P.C. souhaite voir le délai légal de l'intervention porté de dix à douze semaines : Il estime que le médecin « peut conseiller un délai de quelques jours de réflexion » à la femme, ce qui est une manière de rendre facultatif l'entretien préliminaire imposé par la loi de 1975.

### Les mineures et les étrangères

Sur les problèmes controversés que posent les cas des mineures et des étrangères, le P.C. souhaite aussi que les premières puissent subir un avortement sans autorisation parentale et adopte pour les secondes une attitude un peu ambiguë : « Les femmes étrangères (...) bénéficient de l'égalité en droits avec les Françaises. Cependant, les hôpitaux publics et les cliniques conventionnées doivent obligatoirement accueillir, en priorité, les demandes d'I.V.G. présentées par

### \* Une surenchère P.C.-P.S.

La lecture d'un texte aussi maximaliste pose évidemment un certain nombre de questions, d'ordre politique notamment. On peut, en particulier, se demander si le P.S. ne s'est pas laissé entraîner, sur ce point, dans une surenchère avec le P.C. et si les promoteurs de ce texte croient sa réalisation effectivement possible. Ainsi, Mme Edwige Avice, députée de Paris, et M. François Autain (Loire-Atlantique) admettent qu'« une modification de cette importance, si elle intervenait, devrait s'inscrire dans un contexte politique différent de celui que nous connaissons actuellement ».

Sans doute est-ce pour répondre au scepticisme que font naître de telles propositions que le P.S. a, par avance, indiqué dans *Riposte* (4 octobre 1979) qu'il « ne voterait pas un projet qui maintiendrait les inégalités, les injustices, les arbitrages d'un système dans lequel la maîtrise de la fécondité reste un privilège de classe. (...) Si, au terme du débat, le projet ne nous paraît pas acceptable, nous ne l'accepterons pas. Et nous voterons contre ».

Les socialistes, il est vrai, sont divisés sur ce point. Les respon-

## DEUX SONDAGES

- « Le Figaro » : 64 % des Français sont favorables à la loi
- « Le Quotidien du médecin » : de nombreuses femmes demandent une deuxième intervention

Les Français (hommes et femmes à égalité) sont favorables (64 %) à une loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.), tandis que 29 % sont contre, selon les résultats d'un sondage réalisé par la Sofres publié par *le Figaro* du lundi 26 novembre.

Selon cette enquête, réalisée entre le 31 octobre et le 7 novembre auprès de mille personnes représentatives de la population et âgées de dix-huit ans et plus, pour 40 % des personnes interrogées, l'I.V.G. est pratiquée de façon trop restrictive, et pour 16 % de façon trop souple. 25 % voudraient que la loi de 1975 soit reconduite telle qu'elle est, tandis que 33 % souhaitent qu'elle soit plus libérale. En outre, 60 % sont pour le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale.

Sur 100 femmes de moins de quarante ans déjà enceintes sans l'avoir voulu, 51 déclarent qu'elles sont prêtes à recourir à l'I.V.G., 45 répondant par la négative.

68 % des personnes interrogées souhaitent l'ouverture automatique d'un centre pratiquant des avortements dans chaque hôpital public, 32 % s'affirment hostiles

au maintien de la clause de conscience permettant aux médecins de refuser la pratique de l'avortement, et 21 % sont favorables à la suppression de l'autorisation parentale.

Selon un sondage effectué auprès de cent gynécologues-obstétriciens, soit un peu plus de 3 % de ces spécialistes, par *le Quotidien du médecin*, publié le lundi 26 novembre, 83 % des spécialistes interrogés ont reçu une ou plusieurs femmes venues les consulter pour un deuxième avortement. Ce chiffre peut paraître inquiétant, commente *le Quotidien du médecin* : il peut faire craindre que l'avortement ne soit considéré par certaines femmes comme une méthode contraceptive.

D'après ce sondage, plus de 50 % des gynécologues-obstétriciens pratiquent des avortements sans rencontrer de grandes difficultés. Les cas de conscience représentent un obstacle pour 32 % d'entre eux.

La majorité de ces spécialistes disent ne pas souhaiter de modification de la législation adoptée il y a cinq ans. Enfin, 60 % d'entre eux estiment que les complications sont exceptionnelles.

## PRISES DE POSITION

● M. Jean-Louis Beaumont, député (non-inscrit) du Val-de-Marne, et Mme Florence d'Harcourt, députée (non-inscrit) des Hauts-de-Seine, ont déposé une proposition tendant à mettre en place une « loi-cadre pour l'accueil, la protection de la femme, de l'enfant et de la famille ». Ce texte a été contresigné par quatre-vingt-six députés de la majorité, dont MM. Marcel Bigo, apparenté U.D.F., Meurthe-et-Moselle; Jean Foyer, R.P.R., Maine-et-Loire; Mme Nicole de Hautecloque, R.P.R., Paris; MM. Philippe Malaud, non-inscrit, Saône-et-Loire; Hector Rolland, R.P.R., Allier; Jean Royer, non-inscrit, Indre-et-Loire; Mme Marie-Madeleine Dienesch, apparentée R.P.R., Côtes-du-Nord. Les auteurs de la

proposition soulignent en particulier la nécessité absolue, avant toute discussion sur l'avortement, « de connaître les résultats, d'analyser les effets et de tirer les conclusions de l'expérience des cinq dernières années, qui, à ce jour, n'ont fait l'objet d'aucun rapport officiel ».

● Les députés radicaux ont annoncé leur intention, par la voix de leur président, M. Didier Bariani, de voter la reconduction de la loi — S'il est impossible, dans l'état actuel du budget social de la nation, de prévoir le remboursement de l'I.V.G. par la Sécurité sociale, il importe, a-t-il

souligné, « de pouvoir faire bénéficier des personnes détenant de faibles revenus et les chômeuses de l'I.V.G., de façon à ce que celle-ci ne puisse être exclue sous prétexte qu'elle n'aurait pas les moyens matériels pour l'assumer ».

● M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), a rappelé lundi 26 novembre son « opposition de principe à toute législation de l'avortement » et réclamé l'« exemption absolue d'une véritable politique nataliste, seule garantie de l'indépendance nationale et de la prospérité ». « Il serait scandaleux, a-t-il ajouté, que le gouvernement ne démissionnât pas si la loi ne devait pas obtenir une majorité par la majorité ».



# Avortement : cinq ans après

Rouvert cinq ans après le vote de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, le dossier « avortement » provoque dans l'opinion un débat aussi passionné qu'en 1974.

Pour José De Broucker, qui signe l'éditorial de LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, les chrétiens « essaient d'être fidèles à une double exigence : le respect scrupuleux, jaloux, de toute vie humaine et l'attention efficace qu'appelle toute détresse ». Il explique : « Au nom de la première exigence, nous sommes contre tout ce qui, dans l'application ou dans la non-application de la loi, tend à banaliser l'avortement. Il est un acte toujours grave. Il est un mal. Il ne peut être considéré ni pratiqué comme un moyen parmi d'autres pour la régulation des naissances ou pour l'exercice d'une sexualité irresponsable. Le gouvernement devra prendre très au sérieux tout ce qui lui sera dit sur ce chapitre. Au nom de la seconde exigence, nous demandons la mise en œuvre de tout ce que la loi promet de faire pour aider effectivement les femmes et les couples accablés par le malheur, et notre société en secret toujours trop. Pour les aider à choisir la vie là où ne semble s'offrir à eux que la mort. Ou, en dernière extrémité, à traverser dans des conditions plus humaines que ne le permettait la loi de 1920 l'épreuve que représente tout avortement. Il y a beaucoup à faire. Pour prévenir, et pour guérir. »

Dans HEBDO-TC-TEMOIGNAGE CHRETIEN, Laurence Arven écrit : « L'équilibre nous paraît devoir être tenu entre trois exigences : parce que nous pensons que, dans certaines situations particulières de détresse, l'avortement peut être motivé par des valeurs plus hautes que le respect de la vie de l'embryon, la loi de 1975 nous apparaît nécessaire et légitime, tant sur le plan social que sur le plan moral. Comme telle, on doit garantir et améliorer les conditions de son application (en particulier à l'égard des plus démunies, étrangères, mineures, cas sociaux). En second lieu, nous pensons que l'Eglise devrait, cessant de condamner, accepter d'écouter les femmes, et leur reconnaître, enfin, le droit de décider en chrétiennes responsables. Elle serait par ailleurs mieux écoutée si elle acceptait

une contraception efficace. Troisième point, l'avortement nous paraissant devoir rester, pour des raisons psychologiques, sociales et morales, un recours exceptionnel, nous refusons tout appel démagogique à le banaliser, au nom d'une liberté abstraite. Une vraie politique familiale et sociale qui favorise l'accueil de la vie garantirait plus sûrement que l'avortement une liberté réelle de choix, pour la femme et le couple. »

Pour LUTTE OUVRIERE, trotskiste, l'interruption volontaire de grossesse « parce qu'elle met fin à une vie humaine future, est un procédé moyenâgeux, et cela quelle que soit la technique employée ». L'hebdomadaire ajoute : « Et il est faux, et même réactionnaire, comme le font certains courants, de présenter l'avortement comme un acte susceptible, dans certaines conditions, d'être libérateur pour les femmes. Car la liberté pour les femmes de choisir consciemment d'avoir ou de ne pas avoir un enfant ne passe pas par la mise au point d'une technique « souple » d'avortement ni même d'ailleurs d'une pilule ou d'un autre moyen contraceptif sûr à 100 %. Il n'est en effet pas plus possible pour les hommes, dans la société actuelle basée sur l'exploitation, de maîtriser leur propre reproduction qu'il ne leur est possible de maîtriser la production de leurs moyens d'existence. La liberté réelle pour les femmes et les couples de décider s'ils veulent des enfants, combien ils en veulent et quand ils en veulent, suppose d'abord des conditions matérielles telles que la venue au monde d'un enfant ne soit plus un problème. »

Estimant « restrictive », une loi qui « ne reconnaît pas réellement la liberté d'avorter », ROUGE, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) affirme : « La seule chose à exiger d'un gouvernement, d'un Parlement, c'est qu'ils prennent toutes les dispositions légales afin de supprimer les obstacles au libre choix des femmes. C'est aux femmes et non aux députés de décider. Mais ce n'est pas en laissant croire qu'il peut sortir quelque chose de bon pour les femmes ou les travailleurs de ce Parlement réactionnaire, de ce gouvernement minoritaire, qu'on imposera le droit des femmes. On n'obtiendra

pas la liberté d'avorter en proposant des amendements, comme on ne fera pas tomber ce régime, qui devient de plus en plus insupportable à tout le monde, par des motions de censure dont le sort est joué d'avance. C'est par la lutte, l'unité dans la mobilisation qu'il sera possible d'aller de l'avant. »

Edmond Petit, dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, s'interroge sur le terme de « détresse ». Il relève : « Dès qu'elle est enceinte, et parfois avant même de le savoir, la femme la plus hardie devient timide et craintive, comme si l'organisme se préparait inconsciemment à protéger et défendre la petite vie qui se forme en elle. Dès lors on peut se demander si, quand ce sens instinctif affleure au niveau de la conscience, même confuse, cette inquiétude ne tend pas à se traduire en termes de détresse pendant quelques semaines, si heureuses que soient les conditions de vie de la femme, si favorables que soit son entourage à l'idée de la voir bientôt mère. Alors toute femme pourrait invoquer sa « détresse » et ce serait sans doute le cas de celles qui repoussent l'idée de l'avortement avec/horreur ou, une fois commise, le reprochent au praticien après l'avoir réclamé, parfois en termes violents. Dès lors aussi, la loi qui favorise ce transfert de sentiments pour en faire un prétexte à une œuvre de mort, est aussi contraire à l'être profond de la femme qu'au respect de l'enfant qu'elle porte, et l'assassinat se double d'un attentat contre le psychisme de la femme. C'est inévitable du moment que le permis de tuer ne se fonde sur rien d'autre que sur l'état de « détresse » énoncé par la femme seule et sans que rien ne définisse ce qu'on doit entendre par ce terme. »

Après avoir jugé qu'il n'est pas « convenable » d'imposer la règle religieuse à l'ensemble de la communauté nationale », Louis Pauwels, dans LE FIGARO-MAGAZINE, pose « la vraie question », à savoir « comment harmoniser les libertés croissantes de la vie individuelle avec les nécessités de la vie collective ? » Il poursuit : « La première des nécessités est d'enrayer la dénatalité. Contrairement à l'opinion reçue par démission, c'est le nombre qui fait la richesse et la puissance d'un pays. Chez nous, dans deux ans, les moins de vingt ans ne seront

plus que 30 %. C'était la proportion dans la France ruinée de 1945. Les conséquences économiques sont évidentes. Elles ne sont pas seules. Les pays occidentaux de race blanche, Russie comprise, composaient en 1920 le tiers de l'humanité. Si la récession se poursuit, en 2000, ils n'en composeront plus qu'un cinquième. Quand le rapport des forces démographiques contredira aussi cruellement le rapport des forces technologiques, la guerre des races sera proche. »

Dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, Jean Matouk trouve au moins un mérite au discours alarmiste des natalistes, qu'il expose ainsi : « Il a attiré l'attention sur les phénomènes démographiques, lents à se manifester, difficiles à comprendre, mais qui conditionnent « de loin » toutes les transformations économiques et sociales. On peut récuser la forme de leur pronostic — l'extinction de la « race blanche » — et leur réquisitoire contre la contraception et l'avortement. Mais on ne peut nier que la baisse de la natalité doive poser un jour de graves problèmes aux nations européennes : devant la faible efficacité des politiques démographiques nationales, certains préconisent aujourd'hui une autre approche du problème, mondialiste, multiraciale, une politique globale dans laquelle les divers pays deviendraient des vases (démographiques) communicants ». — A. CH.

## « LA CROIX » : un coup porté à un certain humanisme.

Dans la Croix du 27 novembre, Jean Potin écrit notamment : « La loi sur l'avortement ne concerne pas seulement une décision personnelle. L'avortement met en cause radicalement les valeurs fondamentales sur lesquelles au cours de deux millénaires la civilisation chrétienne et européenne a essayé de bâtir les relations entre les hommes au sein de la cité. En ce sens, il faut bien être conscient du fait que le vote de cette loi n'engage pas seulement l'avenir de notre pays. Il est un nouveau coup porté à un certain humanisme chrétien, qui fut souvent l'âme rempart contre le retour de la barbarie païenne. »



# L'AVORTEMENT DANS LE MONDE

## V. — L'incohérence du droit et des faits

### EN ITALIE : la mort lente de la «mamma»...

Rome. — L'Italie ne correspond plus à l'image qu'on s'en fait généralement. En trente-cinq ans, le pays de la *mamma* a parcouru autant de chemin que la Grande-Bretagne en deux siècles. Ses mœurs méditerranéennes et catholiques ont subi les effets conjugués de l'immigration, de l'industrialisation et de la scolarisation. Et le processus n'a cessé de s'accélérer : en 1974, on doutait encore de la légitimité du divorce ; quatre ans plus tard, l'avortement était quasiment libéralisé.

Cette bataille législative a été longue et difficile. Quatre camps s'y affrontaient : l'Eglise, totalement opposée à l'interruption de grossesse ; la démocratie chrétienne, résignée à un assouplissement de la loi de 1930 qui punissait sévèrement l'avortement, le considérant comme « un crime contre la descendance » ; les partis de gauche et « laïcs » favorables à une large libéralisation ; enfin les radicaux et les féministes, partisans d'une abrogation pure et simple de la législation précédente. Ce dernier groupe avait réussi à recueillir un demi-million de signatures en 1975 pour provoquer un référendum. Allait-on voter sur un sujet aussi explosif ? Les grands partis politiques cherchèrent par tous les

De notre correspondant

moyens à empêcher le référendum. Ne parvenant pas à modifier à temps la loi visée, ils provoquèrent des élections anticipées en juin 1976.

Le nouveau Parlement, plus à gauche que le précédent, se saisit à nouveau du dossier. Et, le 22 mai 1978, une loi très libérale était adoptée, se fondant sur trois principes : liberté de la femme, assistance et gratuité.

Au cours des quatre-vingt-dix premiers jours de la grossesse, une intervention médicale est autorisée gratuitement si la maternité peut affecter gravement « la santé physique ou psychique de la femme », compte tenu de « ses conditions économiques, sociales ou familiales », des circonstances de la conception et des anomalies ou malformations prévisibles de l'enfant à naître. Un délai de réflexion d'une semaine est imposé. Au-delà des trois premiers mois, la grossesse ne peut être interrompue que si elle présente « un grave danger pour la vie de la femme » ou lorsque « la santé physique ou psychique de celle-ci serait gravement affectée par des anomalies ou malformations prévisibles de son enfant ».

#### De la théorie à la pratique

En théorie, le système est très libéral. Une femme peut toujours arguer de menaces sur sa santé physique et elle trouvera toujours un médecin pour l'approuver. Mais plusieurs obstacles empêchent les choses d'être aussi simples, et, un an après l'entrée en vigueur de la loi, cent mille interruptions de grossesse légales ont été dénombrées (alors que les avortements clandestins sont trois fois plus nombreux si l'on s'en tient aux évaluations les plus modérées).

Le premier obstacle concerne les petites villes, surtout dans le Sud, où la peur du qu'en-dira-t-on demeure très forte. Certaines femmes choisissent de se rendre à Naples ou à Rome, d'autres se résignent aux vieilles adresses, quitte à payer.

Le deuxième obstacle est la carence des structures sanitaires. Couverts de dettes, les hôpitaux italiens ne fonctionnaient déjà pas convenablement avant l'adoption de la loi. Même dans la capitale, il faut parfois se lever à l'aube pour prendre son tour dans un *consultorio*.

Un troisième obstacle est l'opposition d'une bonne partie du

corps médical. En 1978, plus de 70 % des médecins auraient invoqué l'objection de conscience, et de nombreux auxiliaires médicaux les ont suivis.

L'Eglise italienne continue à se battre avec détermination contre l'interruption de grossesse. Le Saint-Siège sait que l'Italie est un pays test : y accepter l'avortement paraîtrait donner le feu vert à d'autres nations. Le cardinal Poletti, vicaire du pape à Rome, a publié en juin 1978 une sorte de décalogue pour inciter le corps médical à l'objection de conscience, rappelant que ce « crime » fait encourir l'excommunication. De tels propos ont une résonance certaine dans les nombreux établissements hospitaliers confessionnels que compte l'Italie.

Les mouvements féminins ont beaucoup fait depuis 1978 pour que la loi soit appliquée. Ils ont aidé les mineures, dénoncé des médecins à la justice et suggéré diverses mesures : publier, par exemple, la liste des praticiens qui n'ont pas invoqué l'objection de conscience ou obliger les établissements conventionnés à faire appel à des gynécologues extérieurs si leur propre personnel

est opposé à l'avortement. Le parti socialiste propose, quant à lui, de modifier la loi dans un sens encore plus libéral : abaisser l'âge minimum à seize ans, étendre aux chirurgiens la possibilité d'intervenir et ne plus punir les femmes qui avortent illégalement.

#### Des centres de consultation familiale

L'argument démographique n'a guère été invoqué jusqu'ici par les adversaires de l'avortement. Beaucoup d'Italiens continuent à croire que leur pays est prolifique, qu'il compte une main-d'œuvre excédentaire. Or la courbe de la natalité n'a cessé de baisser. Elle enregistre même une chute brutale depuis deux ou trois ans. Le taux des naissances qui était encore de dix-huit pour mille en 1976 est aujourd'hui de seize pour mille, c'est-à-dire exactement égal au taux des décès. Les avortements légaux sont encore trop peu nombreux pour qu'on les rende responsables de cette situation. Il est certain, en revanche, que la crise économique et les difficultés du logement ont joué contre la natalité. On enregistre en outre, depuis quelques années, une forte diminution du nombre des mariages.

Mais c'est surtout le changement des mœurs qui explique la baisse démographique : « Venant de loin », sur ce chapitre, l'Italie s'est rattrapée de manière spectaculaire, surtout depuis dix ans. L'information contraceptive s'est développée avec la création, en 1975, de centres de consultation familiale. On n'avait pas attendu cette loi pour installer des distributeurs de préservatifs masculins aux portes de certaines pharmacies ou de grands magasins, ou de grands magasins. Selon des statistiques approximatives, 18 % des Italiens se fient à cette méthode, alors que 6 % des femmes utiliseraient la pilule et à peine 2,5 % le diaphragme ou le stérilet.

L'avortement est considéré de fait par nombre de femmes comme un moyen contraceptif. Et ce n'est pas une chose nouvelle. Il était entré dans les mœurs bien avant la loi de 1978, y compris dans les zones les plus sensibles aux directives de l'Eglise. Nul ne peut croire, en effet, que la disparition statistique de la *mamma* entouree d'enfants soit due à la seule contraception...

ROBERT SOLÉ.



## EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE :

### le « scandale » d'une loi mal appliquée

Bonn. — Les controverses sur l'avortement sont en train de rebondir dans la République fédérale. La conférence des évêques récemment réunie à Fulda a, en effet, publié une déclaration dans laquelle la hiérarchie de l'Eglise catholique dénonce comme un « scandale » la manière dont est appliquée la loi réglementant les interruptions de grossesse.

Cette loi, qui date du 21 juin 1976, autorise l'avortement jusqu'à la fin de la douzième semaine lorsque la femme invoque une situation de « détresse » ; jusqu'à la fin de la vingt-deuxième semaine pour des raisons thérapeutiques graves (anomalie de l'enfant à naître notamment) ; quel que soit l'âge de la grossesse s'il apparaît que celle-ci met la vie de la mère en danger.

Pourtant l'application de cette loi ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes et sans provoquer de vifs affrontements.

La polémique avait déjà été relancée par le cardinal Höfner, archevêque de Cologne, qui est aussi le président de la conférence épiscopale. Dans une lettre

De notre correspondant

au ministre de la Justice, M. Vogel, le prélat a dénoncé alors ce qu'il n'hésitait pas à appeler le « meurtre massif » d'enfants avant leur naissance. Le ministre, bien que lui-même catholique, réagit avec beaucoup de vigueur contre les accusations du cardinal.

La conférence de Fulda a, d'ailleurs, adopté un ton un peu plus modéré que celui du cardinal. Les évêques s'élèvent surtout contre la manière dont la réglementation actuelle serait appliquée. Ils soutiennent qu'au cours des dernières années l'état d'esprit hostile à l'avortement légal se serait renforcé chez les catholiques.

Le nombre des avortements légaux aurait augmenté de plus de 35 % entre 1977 et 1978 pour atteindre plus de soixante-treize mille cinq cents. A ce chiffre, il conviendrait d'ajouter le cas de cinquante mille à soixante mille femmes qui vont tous les ans interrompre leur grossesse à l'étranger (principalement aux Pays-Bas), sans parler des avortements illégaux qui continuent d'être pratiqués.

fédérale par des dispositions juridiques particulières. En théorie certes, il ne devrait pas être impossible de définir plus précisément ce qu'est une « situation de détresse » susceptible de justifier l'interruption de grossesse. Mais toute tentative d'obtenir pour toutes les femmes un « droit à l'avortement » a été rejetée de manière expresse par le tribunal constitutionnel et serait combattue avec plus d'énergie encore par la hiérarchie catholique.

Toutes ces controverses ont des répercussions sur la campagne déjà engagée pour les élections générales de l'an prochain. De façon plutôt inattendue, M. Franz-Josef Strauss, candidat chancelier de l'opposition et chef du parti chrétien-social de Bavière, qui est en quelque sorte l'incarnation politique du catholicisme, a cru bon de prendre, en cette occasion, ses distances vis-à-vis des évêques. M. Strauss considère que l'Eglise, en adoptant des attitudes « très strictes », ne tiendrait pas toujours compte des « réalités de la vie ». Si donc, les autorités religieuses, a encore reconnu le candidat chancelier, peuvent indiquer des « orientations », elles n'auraient pas le droit d'imposer des « directives » aux hommes politiques.

J. W.

#### Un « dialogue constructif »

A l'heure actuelle, le plus grand nombre des avortements légaux est pratiqué sur des femmes de trente-cinq à quarante ans qui ont déjà un ou plusieurs enfants et qui n'entendent pas affronter les risques ou les fardéaux d'une nouvelle maternité. Un second groupe comprend des écolières et de jeunes femmes célibataires dont les études, l'apprentissage ou la vie professionnelle seraient interrompus par une maternité.

La déclaration de Fulda donne lieu à des réactions divergentes, et la direction du parti social-démocrate s'est hâtée de s'élever contre le texte des évêques, tout

en se déclarant prête à poursuivre un « dialogue constructif » avec l'Eglise. L'organisation des Jeunesses socialistes a elle aussi, comme on pouvait s'y attendre, exprimé son désaccord avec l'Eglise de manière plus vigoureuse. Enfin, au nom des libéraux, le président de leur groupe parlementaire, M. Mischnick, a mis l'accent sur le fait que la pratique présente serait préférable à des « centaines de milliers » d'avortements illégaux.

La querelle qui oppose des conceptions philosophiques à peu près inconciliables est encore compliquée dans la République



# ÉDUCATION

## CLASSES SAUVAGES DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE ET LE VAL D'OISE

### • A DOMONT : les « mamans-institutrices » ne désarment pas • A GAGERON : corrida dans une cour d'école

De notre envoyé spécial

Au groupe scolaire Gabriel-Péri, ce lundi 26 novembre, comme d'habitude, les élèves du « C.E.1 sauvage » (cours élémentaire première année), en rang par deux, entrent dans leur classe. Le cours commence : après la lecture, c'est l'heure de la dictée. Une vingtaine de petites têtes consciencieuses s'appliquent sur les cahiers. « On essaye de ne pas faire perdre de temps aux enfants », explique une des mamans, institutrice improvisée, « notre action tend à faire pression sur l'administration, mais pas au détriment des élèves. Nous essayons de suivre le programme au plus près. Bien sûr, l'enseignement que nous donnons est imparfait, mais nous pensons qu'il est, de toutes les manières, préférable aux classes « à double niveau » qu'on veut nous imposer ».

Nulle trace de découragement chez les parents des élèves de l'école primaire qui sont décidés à continuer leur action. Depuis la rentrée scolaire, quand ils ont appris la suppression du cours élémentaire première année à Gabriel-Péri, après la « globalisation » des effectifs avec une école voisine — les parents ont mis en place un système de « classe sauvage » (le Monde du 23 novembre). Ils refusent que les enfants soient répartis « tant bien que mal » dans les sections restantes. Une dizaine de mères de famille se relaient à tour de rôle — par équipes de deux — pour assurer l'enseignement du C.E.1.

Les parents d'élèves ont formé un collectif. Pendant la journée, ce sont avant tout les mères qui

sont présentes — beaucoup travaillant à mi-temps, il leur est « plus facile de s'arranger ». Mais les pères ne sont pas en reste : ils viennent régulièrement aux réunions du soir pour faire le point et votent unanimement aux assemblées générales hebdomadaires en faveur de l'action entreprise. De plus, il n'y a pas que les parents concernés directement qui soient solidaires. Ceux qui ont des enfants en cours préparatoire (C.P.) ou en cours moyen deuxième année (C.M. 2) soutiennent le mouvement. « Nous nous battons pour l'avenir de nos enfants. Ce qui se passe ici est révélateur des problèmes que traverse actuellement l'enseignement », commente la mère d'un petit du C.P.

A titre de riposte, l'inspecteur d'académie a donné l'ordre au directeur de l'établissement, M. Diani, de répartir les élèves de l'école Gabriel-Péri, à partir du lundi 26 novembre, comme il était prévu à l'origine par l'administration, c'est-à-dire en organisant des classes « à double niveau ». Le collectif des parents s'y est opposé. Avec le soutien total de la municipalité de Domont.

Quant à la note reçue par les parents, qui les menace de suspendre les prestations familiales, le maire (P.S.) de Domont, M. Jean Driollet, s'est déclaré prêt à porter plainte contre X... pour « menaces anonymes » : la lettre ne comporte, en effet, ni en-tête ni signature pouvant indiquer sa provenance ». Le maire a dénoncé « cette forme d'intimidation illégale ». — C. B.

Arles. — Depuis le mois de septembre, le nord de la Camargue est en émoi. La décision prise par l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône de fermer la deuxième classe de l'école de Gageron, un hameau de la commune d'Arles, a provoqué la colère des parents et de la population. Après de multiples — et vaines — démarches pour obtenir la réouverture d'une seconde classe, les parents décidaient, au début du mois d'octobre, d'occuper un local de l'école. Créant une deuxième classe avec les enfants les plus jeunes, les parents se sont provisoirement transformés en maîtres et assurent désormais l'enseignement.

Le 13 octobre, cette « classe sauvage » avait eu lieu sur le marché d'Arles, et, le 26 octobre, dans le hall de l'école Léon-Blum, siège de l'inspection départementale primaire. Soutenus par les élus et les enseignants de la circonscription, qui ont déjà fait une journée de grève, les parents multiplient depuis un mois les actions spectaculaires « pour la réouverture officielle de la deuxième classe ».

A tous les carrefours, le long des 11 kilomètres de routes qui s'enfoncent dans le delta, des banderoles le répètent : « La Camargue veut vivre, sauvons l'école de Gageron ». Ce n'est qu'un hameau. Ils sont nombreux de cette commune d'Arles, « la plus grande de France », selon ses habitants. Un café, le silo de la coopérative agricole orné d'un flamant rose, l'église très massive, deux maisons et l'école. Des bâtiments ocre aux fenêtres garnies de moustiquaires, une école de campagne avec ses peupliers et son terrain de sport.

Samedi 24 novembre, comme tous les jours depuis plus d'un mois, six mères d'élèves entourent l'instituteur et obligent, très pacifiquement, à accepter l'occupation de la classe qui, officiellement, ne sert plus. Là, à tour de rôle, elles s'occupent des enfants les plus jeunes (cours préparatoire et élémentaire). Ces mères ne peuvent accepter que les normes ne soient pas les mêmes pour décider la fermeture d'une classe ou pour en ouvrir une nouvelle. Elles ne peuvent comprendre qu'un même maître doive dispenser son enseignement à trente enfants âgés de trois à douze ans.

« Nous avons tout essayé, mais nous nous heurtons toujours à des fins de non-recevoir », explique Mme Arnudet, déléguée des parents d'élèves. La colère de ces parents a été particulièrement vive quand ils ont su que le ministre de l'éducation visitait, à Marseille, un collège catholique de jeunes filles (le Monde du 24 novembre). La photo de M. Beullac en compagnie du préfet de région et de l'archevêque à la première page du journal local les a surpris.

« Mais alors on ne s'occupe pas de nous là-haut à Paris ! » Le ton est ferme malgré l'accent chantant : M. Vadon, qui, avec ses enfants, exploite le mas de Saint-Germain, s'empare. Il soutient l'action de sa belle-fille qui refuse de conduire tous les jours ses très jeunes enfants à Arles et exige qu'ils soient acceptés à Gageron. « Avec les ouvriers agricoles, nous nous organisons pour emmener les enfants, mais nous ne pouvons les obliger à faire des voyages de 30 kilomètres par jour pour aller en Arles. » Ces salariés, en ma-

jorité marocains, sont assez nombreux à vivre avec leurs familles à proximité des mas où ils travaillent. Pour leurs enfants, l'école de Gageron a une importance toute particulière : c'est là qu'ils découvrent réellement une langue qui sera sans doute la leur.

« Il faut aussi penser aux bergers », explique le Père Etienne, prêtre de la Mission de France qui a choisi de partager la vie des ouvriers agricoles. Les bergers vivent ici d'octobre à mai avant d'aller dans la montagne. Ils louent des prairies pour faire paître leurs moutons dans la journée. Aujourd'hui, les bergers ont une famille et veulent que leurs enfants aient une scolarité normale. »

Les exploitants agricoles, eux aussi, ont signé au bas des pétitions. « De nombreuses fermes sont déjà inoccupées. Le maintien d'une école avec deux classes à Gageron est un atout sérieux dans les offres d'emploi que nous proposons », écrivent-ils. « Dans ce pays d'habitat dispersé, l'école est aussi un lieu de rencontre et d'échange entre les familles qui, occupées dans leurs champs, se voient peu », plaide un père d'élève.

Face à l'inertie de l'administration, la colère des parents a monté. Le 13 novembre ils introduisaient deux vaches, leurs vœux et un taureau sauvage dans la cour de l'école, interdisant ainsi l'accès des locaux. Le 21 novembre, près de deux cents personnes — dont de nombreux parents et enseignants — ont retenu pendant plusieurs heures l'inspecteur d'académie.

Déterminés, souhaitant que leurs enfants ne soient pas défavorisés par rapport à ceux des villes, les parents continuent leur action. Pendant quelques jours, le Père Etienne a abandonné la taille de la vigne pour le bureau du maître. « Ce n'est pas facile d'enseigner », reconnaît-il. Depuis le lundi 26 novembre, ce sont les instituteurs du SNI (Syndicat national des instituteurs) qui viennent donner des cours tous les soirs pour aider les enfants et leur éviter tout retard scolaire.

Plus de deux mois après la rentrée, les parents de Gageron attendent avec impatience la décision qui leur rendra « leur deuxième classe ».

SERGE BOLLOCH.

## UNE JOURNÉE D'ÉTUDE DE PSYCHIATRIE INFANTILE

### La prévention précoce

Le bien-être de l'enfant dans sa famille, la prévention de ses troubles psychologiques et le rôle de la psychiatrie infantile ont été les principaux thèmes de la journée organisée à Paris, le 24 novembre, par la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, à l'occasion de l'année internationale de l'enfant. De nombreux pédo-psychiatres ont exposé leurs idées sur le très jeune enfant, l'âge scolaire, l'adolescence et la famille, devant un public de médecins spécialistes et aussi d'éducateurs, de psychologues, de pédagogues, de éducateurs spécialisés, de représentants d'associations de parents d'élèves et d'administrations.

« Jamais un facteur unique ne peut rendre compte du trouble psychologique ou comportemental d'un enfant : il y a toujours l'interaction de facteurs biologiques, psychologiques, individuels et sociaux inter-relationnels », a déclaré le professeur Hubert Flavigny, président de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, en ouvrant les travaux. Aussi, une équipe pédo-psychiatre ne peut-elle agir seule : « Elle aura le souci de travailler avec tous ceux qui sont amenés normalement à intervenir dans la vie de l'enfant. »

Faire de la prévention précoce un des efforts majeurs des prochaines années : les pédo-psychiatres envoient la nécessité dans des considérations à la fois thérapeutiques et économiques. Le professeur Flavigny a remarqué que « les interventions simples, peu coûteuses, permettent d'éviter l'organisation, chez l'enfant, de handicaps graves et difficilement solubles malgré des prises en charge très lourdes qui exigeraient souvent une assistance à vie ».

CLAUDE BARAF.



\*  
L'importance de la famille a souvent été soulignée lors de cette journée. « Les parents sont, sans exception, le soutien naturel et le meilleur de l'enfant : nous ne pouvons et nous ne voulons pas les remplacer », a insisté le professeur Flavigny. Le docteur Jacques Hochmann, professeur agrégé, a évoqué avec humeur, dans son exposé sur « l'équipe de pédo-psychiatrie dans ses rapports avec les familles », ce qu'il appelle un « véritable comportement phobique » de certains thérapeutes, « rasant les murs aussitôt qu'apparaît une mère et se contentant de répondre à des questions pourtant légitimes par quelques vagues onomatopées parfaitement déroutantes ».

Il a souligné la nécessité de rapports entre l'équipe de psychiatrie infantile et les parents, comme le professeur Roger Misès, pour qui la famille « devrait toujours être partie prenante dans l'élaboration du projet thérapeutique et dans son déroulement ». A ses yeux la collaboration entre les parents et l'équipe institutionnelle s'inscrit dans une lutte contre la ségrégation de ces enfants.

Les pédo-psychiatres ont insisté sur l'importance d'une prévention précoce qui ne peut se faire qu'avec la collaboration de tous : parents, médecins généralistes, équipes de protection maternelle et infantile (P.M.I.), crèches, pédagogues, écoles, services sociaux ou administratifs. Il s'agit de « les aider à comprendre les difficultés particulières de tel enfant, afin d'éviter le plus possible la ségrégation ou le placement en établissement, engendrant à long ou à court terme, un processus d'exclusion », a précisé le professeur Flavigny.

Un des soucis majeurs du pédo-psychiatre doit être de « dépsychiatriser » de nombreux problèmes présentés par l'enfant. Les enseignants d'écoles maternelles peuvent jouer un grand rôle dans cette prévention précoce. « Avec elles, à travers elles, estime le docteur Nicole Horassius, nous pouvons par des actions parfois très simples, souvent médiatisées, obtenir des résultats à la fois curatifs et préventifs ».



## Le secrétariat de l'enseignement catholique envisage d'organiser une « conférence de la paix scolaire »

La loi d'aide à l'enseignement privé, appelée « loi Debré », aura bientôt vingt ans : elle a été promulguée le 31 décembre 1959.

A l'occasion de cet anniversaire, le secrétariat général de l'enseignement catholique a l'intention de proposer à ses « amis », ainsi qu'à « ceux qui se veulent depuis longtemps (ses) adversaires, une conférence de la paix scolaire », a annoncé, au cours d'une conférence de presse, le mardi 27 novembre, Mme Nicole Fontaine, secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique. « Au terme de ces vingt ans de contrats, a-t-elle précisé, le chemin parcouru a été plus pour le bien que cent ans d'opposition. »

A cette conférence, devraient être conviés l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, que préside M. Guy Guermeur, député R.P.R. du Finistère, qui a inspiré la nouvelle loi d'aide à l'enseignement privé du 25 novembre 1977 : des représentants des partis de gauche, des « syndicats publics » et des personnalités indépendantes. Quel que soit l'avenir de ce projet de conférence, pour laquelle les responsables de l'enseignement

catholique n'ont pas fixé de délai, on peut se demander si cette initiative n'est pas sans rapport avec l'approche des élections présidentielles. « Le problème qui se pose à nous, a un an et demi des échéances électorales nationales, a affirmé Mme Fontaine, est celui de la clarté des engagements de ceux qui se présenteront pour assumer la charge suprême de l'Etat. A cet égard, les lenteurs et les alarçonnements, qui accompagnent l'application normale de la loi du 25 novembre 1977, nuisent incontestablement aux familles politiques de la majorité, pourtant favorables à la liberté d'enseignement. Mais, du côté des familles politiques de la gauche, nous sommes au regret de devoir dire que le péril n'est pas levé et que les signes de changement sont insuffisants, même s'ils sont importants. »

L'abbé Victor Chopot, secrétaire général de l'enseignement catholique, a, de son côté, particulièrement insisté sur la spécificité et le « visage de l'Eglise » que doivent offrir les établissements d'enseignement catholique. « Nous ne voulons pas être le petit magasin complémentaire du supermarché de l'éducation nationale, un concurrent privé qui soutire des « clients » aux entreprises de la nation (...), mais un associé authentique de l'Etat avec un but spécifique : l'éveil des jeunes à la foi chrétienne. » Ce rappel insistant de la vocation chrétienne de l'enseignement catholique pose le problème du comportement des maîtres qui, désormais, ne sont pas tous enclins à dispenser un enseignement religieux. C'est pourquoi l'abbé Chopot envisage de « favoriser au maximum la fréquentation des centres et instituts de formation pédagogique où les nouveaux maîtres seraient mieux motivés pour l'enseignement catholique », et d'offrir aux maîtres en fonction une « formation continue encore plus adéquate ». Certes, a-t-il reconnu, « la catéchèse ne serait pas un critère » de recrutement. Le Père Chopot a néanmoins évoqué la proposition de la commission de pastorale d'établir un document présentant « le projet éducatif chrétien et la mission d'un éducateur dans une école catholique » qui serait soumis à la réflexion des futurs maîtres avant qu'ils ne s'engagent dans la profession. — G. A.

● L'abbé Paul Lamotte vient d'être nommé par le conseil permanent de l'épiscopat français, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, en remplacement de l'abbé André. Plus particulièrement chargé des questions de pastorale scolaire, M. Lamotte assumera encore quelque temps ses fonctions de directeur de l'institution Notre-Dame-des-Anges à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

● Les écoliers parisiens seront en vacances le jeudi 8 mai 1980, a annoncé M. Jacques Chirac au Conseil de Paris. Le maire de Paris a retenu la date de la victoire du 8 mai 1945 pour marquer, à l'égard des enfants, son souci d'une meilleure « formation civique ». Tous les maires de France disposent ainsi d'une journée de congé mobile à accorder aux écoles, au gré des traditions locales.

## SUGGESTIONS POUR SAUVER L'ÉCOLE RURALE

Pour sauver l'école rurale, la section nationale des Syndicats nationaux des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) avait proposé de regrouper écoles publiques et écoles privées dans quarante-huit communes de moins de mille habitants. L'enseignement catholique allait-il ainsi tendre la main au S.N.I. Morbihan ?

Non, a répondu, le 27 novembre, l'abbé Victor Chopot, secrétaire général de l'enseignement catholique, estimant que la « liberté de l'enseignement » pour les familles et les enfants et « la liberté du travail » pour les maîtres, seraient remises en cause. En revanche, il a envisagé deux autres solutions dans le cas où deux communes voisines auraient chacune deux écoles (publique et privée) à faibles effectifs :

● SUPPRESSION PARTIELLE D'ÉCOLES ET REGROUPEMENT PÉDAGOGIQUE. — Cette solution consisterait à supprimer une des écoles dans chaque commune (école privée dans l'une, école publique dans l'autre) et à regrouper tous les élèves de l'école publique dans une commune et tous les élèves de l'école privée dans l'autre.

● REGROUPEMENT PÉDAGOGIQUE SANS SUPPRESSION D'ÉCOLES. — On ne maintiendrait dans chaque commune et dans chaque école publique et privée que certains cours (classes enfantines et cours préparatoire par exemple), les autres cours (élémentaire et moyen) étant assurés dans l'autre commune dans chaque école.

Dans les deux cas, des cars de ramassage scolaire assureraient le déplacement de tous les élèves.

## RELIGION

### Déférence et indifférence

(Suite de la première page.)

Sur la visite de Jean-Paul II, la presse est discrète. A part le journal *Milliet*, qui a publié le 27 novembre une lettre du terroriste de droite Mehmet Ali Agca, — il vient de s'évader de prison afin, dit-il, d'assassiner le pape, — les autres journaux consacrent quelques lignes seulement à l'arrivée de Jean-Paul II.

Certains se posent cependant la question : pourquoi le pape a-t-il choisi de visiter la Turquie en ce moment ? Pour les extrémistes, c'est une provocation. Les musulmans proches du parti du salut national estiment que ce voyage n'est pas fortuit, que la venue du pape coïncide avec la montée de l'islam. « Au moment où l'imam Khomeiny défie le dragon américain, disent-ils, le chef spirituel de l'Occident vient dans un pays voisin pour prêcher l'unité des chrétiens. »

L'Union nationale des étudiants turcs, autre groupement de droite, a déclaré son hostilité au voyage du pape, en rappelant qu'ils considèrent déjà la présence du patriarcat orthodoxe comme « une épine dans la chair turque ».

Mais la majorité de la population de ce pays laïc et de tradition pluraliste ne partage pas cette position extrême. L'indifférence devant le pape n'a d'égale que le peu de crédit accordé à l'imam Khomeiny. Les milieux officiels font remarquer d'ailleurs que le pape avait exprimé son désir de visiter la Turquie il y a plusieurs mois et que c'était le chef du gouvernement précédent, M. Ecevit, qui l'avait invité.

Si les milieux gouvernementaux ne cachent pas en privé que la visite survient à un mauvais moment — troubles sociaux, changement de gouvernement, préparation du budget — ils réservent un

accueil officiel chaleureux et grandiose à Jean-Paul II et ont renforcé les mesures de sécurité pour assurer sa protection. Les dirigeants turcs sont flattés par le choix du pape et rappellent l'importance stratégique de ce pays laïc dans un Proche-Orient marqué par la ferveur religieuse. La visite de Jean-Paul II renforcera le prestige du pays et sera bénéfique pour l'industrie du tourisme dans la région d'Izmir et d'Ephèse.

Enfin, que les relations entre le Vatican et la Turquie sont fort anciennes. Déjà, sous l'empire ottoman des délégations turques avaient été reçues au Vatican. Le cardinal Roncalli, futur Jean XXIII, fut délégué apostolique à Istanbul, de 1925 à 1944. En 1960, la Turquie et le Saint-Siège ont établi des relations diplomatiques officielles avec échange d'ambassadeurs. Paul VI qui a été le premier pape à visiter la Turquie, en 1967, avait marqué sa volonté d'améliorer les relations entre les deux Etats en renvoyant à la Turquie le drapeau ottoman dont les chrétiens s'étaient emparés en 1571 à la bataille de Lépante.

ALAIN WOODROW.

## MÉDECINE

● Le grand prix Claude-Bernard de la Ville de Paris 79, pour la recherche médicale, a été attribué le 26 novembre à MM. les professeurs Pierre Corvol et Joël Ménard. Ce prix, d'une valeur de 10 000 francs, leur a été attribué conjointement pour leurs travaux sur l'étiopathologie et la physiopathologie de l'hypertension artérielle.

## SCIENCES

### CORRESPONDANCE

#### L'enrichissement

en protéines du manioc

M. Nicolas Inchauspé, de la société Adour Entreprise, nous adresse la lettre suivante :

Dans votre numéro du 10 octobre 1979, vous avez publié un article sous le titre : « Pétrole et manioc vont-ils remplacer le soja ? » dans lequel Elisabeth Gordon mentionne les travaux que nous poursuivons sur l'enrichissement en protéines du manioc par fermentation.

L'autorité présente ces travaux de façon correcte et intelligente, mais il omet de mentionner la contribution de l'université technologique de Compiègne, contribution non négligeable, puisque c'est dans le hall de biochimie de cette université que nous avons implanté, voici un peu plus de deux ans, notre unité pilote.

Le projet fait donc intervenir quatre partenaires, deux universitaires et deux industriels : Adour Entreprise, maître d'œuvre du projet, qui en a conçu l'idée et financé l'étude laboratoire, l'université d'Aix-Marseille-II - C.N.R.S., qui a réalisé les recherches de base (des laboratoires de M. Azoulay, maître de recherche du C.N.R.S., sont installés dans les locaux de l'université de Luminy), l'université technologique de Compiègne, qui a fourni le local du pilote avec son environnement matériel et scientifique, enfin la société Speichim, qui, ayant acquis le brevet, finance son développement et apporte l'appui de ses ingénieurs biochimistes. En bref, une association université-industrie, qui paraît un peu complexe, mais dont la structure très légère donne satisfaction à tout le monde.